

FINAL NARRATIVE PROGRAMME REPORT

PROGRAMME TITLE : **SPOTLIGHT INITIATIVE - HAITI**

PROGRAMME DURATION : **JANUARY 2020-DECEMBER 2023**

REPORTING PERIOD : **2020-2023**



Programme Title & Programme Number	Priority regions/areas/localities for the programme															
Programme Title: Spotlight Initiative Programme in Haiti MPTF Office Project Reference Number: ¹ 00119133	Départements Sud, Nord-est, Ouest (région métropolitaine), Grand'Anse															
Recipient Organization(s)	Key Partners															
UNDP, UNFPA, UNICEF, N Women	Gouvernement: <ul style="list-style-type: none"> . Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes . Ministère de la Planification et de la Coopération Externe . Ministère des Affaires Sociales et du Travail . Ministère de la Santé Publique et de la Population . Ministère de l'Éducation et Formation Professionnelle . Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique . Office de la Protection du Citoyen . Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales NGOs, CSOs: programme partnered with local/grass-root organizations, national organizations and international NGOs.															
Programme Cost (US\$)	Programme Start and End Dates															
<p>Total Phase I budget, and (where OSC approved) Phase II budget as per the Spotlight CPD/RPD: 15,114,643 USD</p> <p>Phase I and (where OSC approved) Phase II Spotlight funding:² 14,142,857 USD</p> <p>Agency Contribution: 971,786 USD</p> <p>Spotlight Funding and Agency Contribution by Agency:</p> <table border="1" data-bbox="224 1171 841 1444"> <thead> <tr> <th>Name of RUNO</th> <th>Spotlight Phase I (+ II, where OSC approved) (USD)</th> <th>UN Agency Contributions (USD)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>UNICEF</td> <td>\$2,601,974</td> <td>\$167,085</td> </tr> <tr> <td>UN WOMEN</td> <td>\$4,459,320</td> <td>\$301,498</td> </tr> <tr> <td>UNFPA</td> <td>\$2,792,554</td> <td>\$305,164</td> </tr> <tr> <td>UNDP</td> <td>\$4,289,009</td> <td>\$198,039</td> </tr> </tbody> </table> <p>TOTAL: \$15,114,643</p>	Name of RUNO	Spotlight Phase I (+ II, where OSC approved) (USD)	UN Agency Contributions (USD)	UNICEF	\$2,601,974	\$167,085	UN WOMEN	\$4,459,320	\$301,498	UNFPA	\$2,792,554	\$305,164	UNDP	\$4,289,009	\$198,039	<p>Start Date: 01.01.2020</p> <p>End Date: 31.12.2023</p>
Name of RUNO	Spotlight Phase I (+ II, where OSC approved) (USD)	UN Agency Contributions (USD)														
UNICEF	\$2,601,974	\$167,085														
UN WOMEN	\$4,459,320	\$301,498														
UNFPA	\$2,792,554	\$305,164														
UNDP	\$4,289,009	\$198,039														
	Report Submitted By : Ulrika Richardson, DSRSG, Resident Coordinator, Humanitarian Coordinator															

¹ The Multi-Partner Trust Fund (MPTF) Office Project Reference Number is the same number as the one on the Notification message. It is also referred to as "Project ID" on the project's factsheet page the MPTF Office GATEWAY.

² The Spotlight Contribution refers to the amount transferred to the Recipient UN Organizations, which is available on the [MPTF Office GATEWAY](#).

TABLE DES MATIÈRES

<u>4</u>	LISTE DES ACRONYMES	<u>43</u>	BÉNÉFICIAIRES DU PROGRAMME
<u>6</u>	RÉSUMÉ EXÉCUTIF	<u>44</u>	DÉFIS ET MESURES DE MITIGATION
<u>9</u>	ÉVOLUTION DU CONTEXTE ET PROGRÈS DANS LA MISE EN ŒUVRE	<u>45</u>	LEÇONS APPRISSES
<u>11</u>	PROGRÈS DANS LA MISE EN ŒUVRE PAR EFFET DU PROGRAMME	<u>46</u>	BONNES PRATIQUES
<u>12</u>	COORDINATION ET GOUVERNANCE DU PROGRAMME	<u>46</u>	PRATIQUES PROMETTEUSES
	<i>a. Le mécanisme de coordination multi-acteurs <u>12</u></i>	<u>48</u>	COMMUNICATION ET VISIBILITÉ
	<i>· Le Comité de pilotage et le Comité de coordination technique <u>12</u></i>	<i>a. Aperçu global <u>48</u></i>	
	<i>· Le Groupe de référence de la société civile (GRSC) <u>15</u></i>	<i>b. Messages <u>49</u></i>	
	<i>b. Le mécanisme de gouvernance interagence <u>17</u></i>	<i>c. Campagnes <u>49</u></i>	
		<i>d. Histoires humaines <u>50</u></i>	
		<i>e. Témoignages <u>52</u></i>	
<u>19</u>	PARTENARIATS	<u>53</u>	PÉRENNISATION DU PROGRAMME
	<i>a. Gouvernement <u>19</u></i>	<u>54</u>	ANNEXES
	<i>b. La société civile <u>21</u></i>		
	<i>c. La Délégation de l'Union Européenne (UE) <u>21</u></i>		
<u>22</u>	RÉSULTATS		
	<i>Analyse globale des résultats du programme <u>24</u></i>		
	<i>Analyse des résultats par effet du programme <u>27</u></i>		
	<i>Effet 1 : Cadre légal et politique <u>27</u></i>		
	<i>Effet 2 : Institutions <u>30</u></i>		
	<i>Effet 3 : Prévention et changement des normes sociales <u>33</u></i>		
	<i>Effet 4 : Services de qualité <u>37</u></i>		
	<i>Effet 5 : Renforcement du système d'information sur la violence faite aux femmes et aux filles <u>40</u></i>		
	<i>Effet 6 : Renforcement des mouvements féminins <u>42</u></i>		

LISTE DES ACRONYMES

BPM : Brigade de Protection des Mineurs
BSG : Budgétisation sensible au genre
CASEC : Conseil d'Administration de la Section Communale
CEDEF : Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes
DGPC : Direction Générale de la Protection Civile
GHEKIO : Groupe Haïtien d'Étude du Sarcome de Kaposi et des Infections Opportunistes
IBESR : Institut du Bien Être Social et de Recherche
MAST : Ministère des Affaires Sociales et du Travail
MARNDR : Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural
MCFDF : Ministère à la Condition féminine et aux Droits des Femmes
MDE : Ministère de l'Environnement
MICT : Ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales
MJSP : Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique
MPCE : Ministère de la Planification et de la Coopération Externe
MSPP : Ministère de la Santé Publique et de la Population
OPC : Office de la Protection du Citoyen et de la Citoyenne
OSC : Organisation de la société civile
PCD : Plan Communal de Développement
PNH : Police Nationale d'Haïti
UE : Union Européenne
VBG : Violence basée sur le genre
VFFF : Violence faites aux femmes et aux filles



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Depuis 2020, l'Initiative Spotlight soutient Haïti dans ses efforts visant à mettre fin à la violence faite aux femmes et aux filles. Il convient de rappeler que cette initiative est le modèle de mobilisation de la plus grande envergure au niveau mondial en faveur de l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles et un partenariat sans précédent entre les Nations Unies et l'Union Européenne. Lancée avec un financement initial de **500 millions** d'euros octroyé par l'Union européenne, l'Initiative Spotlight a été conçue comme un modèle de Fonds Conjoint des Nations Unies destiné à soutenir l'atteinte de l'ODD 5, qui a un impact transversal sur la réalisation des autres Objectifs de Développement Durables. Le programme est mis en œuvre dans 26 pays dans 5 régions du monde, en collaboration avec les gouvernements et avec une forte implication de la société civile. Haïti a bénéficié d'une allocation de **14,142,857** de dollars américains pour une période de quatre ans.

Au cours des quatre années de mise en œuvre suivant une approche intégrée, l'Initiative Spotlight a contribué à renforcer la réponse nationale à la problématique de la violence faite aux femmes et aux filles. Elle a notamment permis de renforcer les bases pour une meilleure protection légale et institutionnelle des femmes et des filles contre la violence, ainsi que les capacités au niveau institutionnel et communautaire pour promouvoir des normes sociales, des attitudes et des comportements favorables à l'égalité entre les sexes et à la prévention de la violence sexiste ; à améliorer l'accès à des services de qualité pour les survivantes de violence ; et à renforcer les capacités de réseautage, de leadership et de plaidoyer des organisations féministes.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Renforcement des bases pour une meilleure protection légale des femmes et des filles contre la violence

- La réalisation d'une analyse de divers instruments légaux nationaux, dont le Code civil, le Code pénal et du Code de travail a permis de mettre en évidence des lacunes dans l'arsenal juridique actuel. Les résultats de cette analyse ont guidé la révision en 2023 de l'avant-projet de loi sur la violence faite aux femmes et aux filles, qui devrait assurer à ces dernières une meilleure protection légale et institutionnelle.
- L'approche participative adoptée dans la conduite de ces processus, à travers des ateliers de consultation locale dans les quatre départements couverts par le programme, a permis de mobiliser **228 personnes** (176 femmes et 52 hommes) représentant environ **180 organisations** de la société civile provenant de **56 municipalités**, qui ont pu exprimer leurs opinions et formuler des suggestions par rapport aux réformes législatives à entreprendre.
- Afin de renforcer l'engagement des organisations de la société civile dans le plaidoyer en faveur de l'application effective des lois existantes et des réformes légales – lorsqu'un parlement sera élu en place –, 162 acteurs (81 femmes et 81 hommes) provenant de 58 organisations ont été formés en stratégies de plaidoyer.

Amélioration de l'accès des survivantes de violence à des services de qualité, y compris l'hébergement temporaire et l'accompagnement juridique

- Dans le cadre du renforcement de l'offre de services aux survivantes de violence, **314 prestataires** de services du secteur public et de la société civile ont été formés en prise en charge des cas ;
- Une cartographie des services de prise en charge des violences basées sur le genre a été réalisée dans les 10 départements du pays, pour faciliter le référencement des victimes et la collaboration entre les intervenants au niveau local ;
- **14,530 survivantes** ont bénéficié de services essentiels ; et 1302 survivantes de violence provenant principalement des communautés affectées par la violence des gangs armés à Port-au-Prince ont bénéficié d'un hébergement temporaire. 1868 cas de violence à l'égard des filles ont été rapportés à la police, et 589 cas ont fait l'objet de poursuite devant les tribunaux et 214 auteurs ont été condamnés ;
- **534 Femmes** victimes ou à risque de violence bénéficient de soutien socio-économique à travers 20 Mutuelles de Solidarité mises en place dans le Nord-Est ;

Renforcement de la réponse institutionnelle à la violence faite aux femmes et aux filles

- Dans le but de renforcer la transversalité et l'appropriation de la réponse au niveau national et local, les compétences de 10 ministères sectoriels et de 52 communes dans la Grand'Anse, le Sud et le Nord-Est en matière de programmation sensible au genre et à la violence sexiste ont été renforcées. Il convient d'ajouter que 3 plans de développement communaux intégrant la lutte contre les violences sexistes dans le département du Nord-Est sont en cours d'élaboration.
- La réalisation de l'étude de l'impact des crises, catastrophes naturelles et déplacements de populations sur les formes et l'incidence de la violence faite aux femmes et aux filles en Haïti a permis de disposer de données pour renforcer la prise en compte du genre et de la violence sexiste dans le nouveau Plan triennal de gestion des risques et désastres (2024-2027). Dans la même optique, un appui a été apporté au développement de 8 plans communaux de contingence multirisques dans le département du Sud.
- **185 acteurs** du secteur public et de la société ont été formés à la collecte, l'analyse et l'interprétation des données de prévalence et d'incidence sur la violence sexiste, dans le cadre du renforcement du système d'information en faveur d'actions basées sur des évidences

Engagement renforcé des organisations féministes dans la prévention de la violence sexiste suivant une approche intégrée

- Grâce au partenariat avec plus d'une trentaine d'organisations de la société civile, **42,316 adolescents** (26,192 filles et 16,124 garçons) ont amélioré leurs connaissances en matière de prévention de la violence sexiste à travers diverses activités éducatives en milieu scolaire et au niveau communautaire. De même, **78,304** filles, garçons, femmes et hommes ont participé à des programmes communautaires d'éducation sur la prévention de la violence sexiste, tandis que les campagnes de promotion des normes sociales positives et de lutte contre les stéréotypes ont touché **276,702** adolescents(e)s, femmes et hommes.
- 223 journalistes et responsables de media ont amélioré leurs compétences dans la production et la diffusion d'émissions sensibles à l'égalité des genres et à l'élimination de la violence faite aux femmes et aux filles
- 127 organisations de femmes, dont 37 organisations de personnes en situation de handicap sont mieux outillées pour mener des actions de plaidoyer

EVOLUTION DU CONTEXTE ET PROGRÈS DANS LA MISE EN ŒUVRE

Démarrée en 2020, la mise en œuvre de l'Initiative Spotlight a évolué dans un contexte marqué par l'avènement de l'épidémie de la COVID-19 et l'émergence d'une crise socio-politique et sécuritaire, qui s'est exacerbée au cours des deux dernières années. Cette crise est caractérisée entre autres par la fin du mandat du parlement qui n'a pas été renouvelé, du fait de l'impossibilité d'organiser de nouvelles élections et la dégradation de la situation sécuritaire. La cherté de la vie et les pénuries récurrentes de carburant ont souvent engendré des manifestations de rue qui ont culminé en septembre 2022, à la suite de l'arrêt par l'Etat de la subvention des produits, avec des manifestations violentes et des blocages de rue dans la capitale et les autres villes, entraînant une paralysie des activités dans le pays sur plusieurs semaines. Malgré la persistance de divergences au sein de la classe politique sur le système de gouvernance du pays, le gouvernement de transition et ses partenaires continuent de déployer des efforts pour régler la crise, en œuvrant pour plus de consensus entre les acteurs politiques autour de la gouvernance du pays, en vue de créer les conditions idoines pour aller vers la mise en place des institutions et résorber la crise sécuritaire³. La signature le 21 décembre 2022 de l'accord du Consensus National pour une Transition Inclusive et des Élections Transparentes, suivie de l'installation le 7 février 2023 du Haut Conseil de Transition constituent des avancées importantes vers la restauration des institutions démocratiques du pays. Cependant, sur le plan sécuritaire, la situation n'a cessé de se dégrader, du fait de l'extension territoriale des activités des gangs armés, particulièrement dans la région métropolitaine de Port-au-Port et dans le département de l'Artibonite.

L'insécurité est caractérisée par une montée de actes d'enlèvement, d'homicides violents et de viols sur les femmes et les filles. Les Nations Unies ont enregistré 2,094 cas d'homicides perpétrés par les gangs armés au premier semestre de l'année 2023, comparé à 1,250 cas au second semestre de 2022, soit 67.5% d'augmentation. Au cours de la même période, 1,014 personnes ont été enlevées, parmi lesquelles 256 femmes et 13 filles. Par ailleurs, 141 actes de viols collectifs ou individuels sur des femmes et des filles, particulièrement dans les quartiers affectés par la violence des gangs dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, ont été recensés entre août 2022 et juin 2023. La violence a également occasionné le déplacement de plus de 130,000 personnes dans la capitale, ainsi que la fermeture de certains hôpitaux menacés ou pris dans l'engrenage des affrontements entre les bandes armées. De façon générale, la crise sécuritaire a accru l'exposition des femmes et des filles

³ BINUH, Rapports du Secrétaire Général, juin 2022 ; avril et juillet 2023 ; <https://binuh.unmissions.org/fr/rapports>

au risque de violence. Le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) ont documenté des incidents récurrents de viols individuels et collectifs. Au total, 141 actes de viols collectifs ou individuels sur des femmes et des filles, particulièrement dans les quartiers affectés par la violence des gangs dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, ont été recensés entre août 2022 et juin 2023⁴. La violence sexuelle est couramment utilisée par les gangs comme une arme pour semer la peur et exercer un contrôle sur des territoires⁵. Nombreuses sont également les femmes qui se voient contraintes de vivre en union avec des membres de gangs armés pour des raisons de survie sécuritaire ou économique – au regard de la précarité socio-économique marquée par l'extrême pauvreté, le chômage et le manque de services sociaux de base. Une étude récente⁶ menée par ONU Femmes à Cité Soleil – une municipalité à forte densité de population de Port-au-Prince – a révélé que dans 33% des cas de violences sexistes rapportés par les participantes à l'étude, les actes de violence ont été perpétrés par des individus liés à des gangs armés. Cependant, dans 44% des cas, les auteurs des abus sexuels rapportés étaient les partenaires intimes actuels ou les anciens partenaires des victimes, ce qui indique que la violence sexuelle reste un problème structurel, qui doit être adressée aussi bien dans la sphère publique que privée. Selon l'EMMUS VI⁷, 29 % des femmes âgées de 15 à 49 ans subissent la violence physique depuis l'âge de 15 ans en Haïti. Dans 45% de cas, ces violences sont perpétrées par le partenaire intime actuel, et dans 26.6% des cas, c'est l'ancien mari ou le partenaire le plus récent. La prévalence de la violence sexuelle est estimée à 12.3% chez les femmes en âge de procréer, et dans 17% des cas, l'auteur de la violence sexuelle est inconnu à la victime. Par la Résolution 2699 du 2 Octobre 2023, les Nations Unies ont récemment réaffirmé la nécessité de combattre la violence sexuelle et la violence basée sur le genre en Haïti. Il convient d'ajouter que la péninsule sud du pays a été frappée le 14 août 2021 par un séisme de magnitude 7.2, entraînant – au-delà des milliers de décès, de blessés et de maisons détruites ou endommagées – la perte du capital productif et des biens, ainsi que l'interruption des activités économiques chez plusieurs femmes, ce qui a accru la vulnérabilité de ces dernières à la violence sexuelle.

Au cours des quatre années de mise en œuvre, l'Initiative Spotlight s'est adaptée à l'évolution de la situation du pays, en soutenant des interventions qui ont contribué à renforcer la réponse nationale à la problématique de la violence faite aux femmes, aussi bien dans la sphère familiale que dans le contexte de crise, qu'il s'agisse de la crise sécuritaire ou des crises humanitaires liées aux risques de catastrophe naturelle. Malgré les difficultés et les contraintes liées

4 BINUH, Rapports du Secrétaire Général, janvier 2023 ; avril et juillet 2023 ; <https://binuh.unmissions.org/fr/rapports>

5 BINUH, OHCHR, *Sexual violence in Port-au-Prince: A weapon used by gangs to instill fear*, October 2022, https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/2022.10.013-report_on_sexual_violence_en.pdf

6 UN WOMEN, *Gang control and security vacuums, Assessing gender-based violence in Cité Soleil*, May 2023

7 Institut Haïtien de l'Enfance (IHE) et ICF. 2018. *Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services (EMMUS-VI 2016-2017)*

à l'environnement, le programme a enregistré des progrès notables, particulièrement dans le domaine de la prévention et la réponse à la violence, ainsi que dans le domaine du renforcement du leadership du mouvement féministe. Au 30 septembre 2023, le taux d'exécution financière était de 71%. Ces réalisations ont été possibles grâce à la mobilisation des organisations de la société civile et au leadership du gouvernement par le biais du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) et de Ministère à la Condition Feminine et aux Droits des Femmes (MCFDF).

PROGRÈS DANS LA MISE EN ŒUVRE PAR EFFET DU PROGRAMME :

Spotlight Initiative - Outcome areas	Implementation progress as of 30 Septembre 2023
Outcome 1: Legal and Policy Framework	60%
Outcome 2: Institutions	60%
Outcome 3: Prevention and Norm Change	80%
Outcome 4: Quality Services	80%
Outcome 5: Data	75%
Outcome 6: Women's Movement	70%
TOTAL	71%

Les taux de dépenses par effet sont déterminés sur la base du montant total des dépenses 30 septembre 2023, soit \$US10,039,902 et au regard du montant global du financement alloué à l'Union Européenne, soit \$US14,142,857 (les données officielles du dernier trimestre n'étant pas encore disponibles).

COORDINATION ET GOUVERNANCE DU PROGRAMME

La coordination et la gouvernance du programme était basée sur deux types de mécanismes : un mécanisme multi-acteurs composé du comité de pilotage et du comité de coordination technique auquel s'ajoute le Groupe de référence de la société civile, et un mécanisme de gouvernance interne aux Nations Unies.

A) LE MÉCANISME DE COORDINATION MULTI-ACTEURS

▪ Le Comité de pilotage et le Comité de coordination technique

Co-présidé par le Ministre de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) et la Coordinatrice Résidente des Nations Unies, le comité de pilotage (CoPil) est composé des représentants des quatre agences récipiendaires, de l'Union Européenne, du Groupe de référence la société civile et de plusieurs ministères sectoriels impliqués dans la réponse à la problématique de VFFF, notamment : le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF), le Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST), le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique (MJSP), le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT) et le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP). Le Comité de coordination technique quant à lui est co-présidé par la Ministre à la Condition féminine et aux Droits des femmes et la Représentante Résidente d'ONU Femmes. Il est composé des Représentants Adjoints des quatre agences récipiendaires du financement, du Point focal de l'Initiative Spotlight à la Délégation de l'Union Européenne, du Bureau de la Coordinatrice Résidente et de représentants du GRSC.

Si la crise politique et institutionnelle que traverse le pays a affecté le fonctionnement normal de ces deux comités, les rencontres qui ont pu être organisées ont permis d'une part la mise à jour du programme pour intégrer de nouvelles priorités au regard de l'évolution du contexte national, et d'autre part l'appréciation des progrès dans la mise en œuvre du programme, et particulièrement la formulation d'orientations pour la réussite de la phase II.



Réunion du Comité de Pilotage de l'Initiative Spotlight (crédit photo : MPCEF)

Il convient de mentionner que sur l'initiative des deux co-présidents du comité de pilotage et en collaboration avec le Ministère à la Condition Feminine et aux Droits des Femmes et ONU Femmes, il a été organisé le 22 novembre 2023 une table ronde des partenaires pour l'accélération de la réponse nationale à la problématique de la violence faite aux femmes et aux filles. La rencontre visait à sensibiliser les partenaires sur la situation alarmante de la violence faite aux femmes et aux filles, partager les acquis et les leçons apprises de l'Initiative Spotlight et mener une réflexion commune sur les enjeux et les solutions possibles pour éradiquer la violence sexuelle et basée sur le genre dans le pays. Les conclusions de la rencontre vont orienter les Nations Unies et le Gouvernement dans leurs efforts de mobilisation de ressources en faveur de la poursuite de l'Initiative Spotlight.

Il y a lieu de réfléchir à un mécanisme pérenne de coordination multipartite de la réponse nationale à la problématique de la violence faite aux femmes dans le cadre du Plan d'action national, au moment où l'Initiative Spotlight arrive à terme. Ce mécanisme pourrait s'intégrer à la Table thématique genre. Cette table sectorielle fait partie d'un dispositif mis en place par l'Etat dans le cadre de la coordination des politiques sectorielles par le Ministère de la planification et de la coopération externe. Elle comprend des entités gouvernementales - en l'occurrence les deux ministères qui assurent le leadership de l'Initiative Spotlight -, les Nations Unies et les autres partenaires techniques et financiers intervenant dans la réponse à la problématique du genre, ainsi que des représentants de la société civile.

La suggestion est de créer au sein de la Table thématique genre un Sous-groupe Violence faite aux femmes et aux filles qui regroupera les acteurs intervenant directement sur cette question. Ce sous-groupe aura pour principal rôle d'assurer, sous le leadership du Ministère à la Condition Feminine et aux Droits des Femmes et du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe et avec l'appui des Nations Unies, la coordination des actions dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action national de lutte contre la violence à l'égard des femmes.

▪ Le Groupe de référence de la société civile (GRSC)

Le GRSC a été mis en place au démarrage du programme en 2020 avec seulement cinq membres, puis élargi à 11 membres au second semestre de 2021 et doté d'un bureau élu composé de trois personnes : une présidente, une vice-présidente et une secrétaire.

- Présidente : Mme Nadine Louis
- Vice-présidente : Mme Eunide Innocent
- Secrétaire : Mme Junie Samantha Pierre

Des représentants du groupe ont régulièrement pris part aux réunions des comités de pilotage et de coordination technique qui ont pu être organisées au cours de la mise en œuvre du programme, participant ainsi aux échanges et aux prises de décision au sein de ces deux instances de gouvernance du programme. Le groupe a pu contribuer à l'avancement de certaines interventions stratégiques initiées dans le cadre du programme, notamment le processus de renforcement du cadre légal et l'analyse des déterminants de la violence familiale. En effet, des personnes ressources du GRSC ont participé à la préparation des consultations organisées dans le cadre du processus d'analyse du cadre légal, en donnant des orientations pour le choix des différents profils d'acteurs devant prendre part aux ateliers de consultations. Les points focaux désignés sur ce dossier ont également contribué à l'animation des travaux de l'atelier de validation du rapport d'analyse du cadre légal et des politiques, et formulé des recommandations pour la version finale de l'avant-projet de loi sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence envers les femmes. Le GRSC a également contribué de façon significative au processus de réalisation de l'étude sur les déterminants de la violence familiale, en faisant la revue du document et en formulant des commentaires et recommandations qui ont été prises en compte pour la finalisation du rapport. Le groupe a par ailleurs participé à la réalisation d'un court film documentaire sur la problématique de l'accès des survivantes de violence à la justice qui a été diffusé sur les chaînes et les réseaux sociaux de la plateforme de communication multimédia AyiboSport, à l'occasion de la campagne des 16 jours d'activisme de l'année 2022. Il importe de souligner que l'environnement contraignant dans lequel le programme a été mis en œuvre n'a pas facilité la mise en œuvre du plan de travail du GRSC.

Dans le souci de faire du GRSC un mécanisme durable d'engagement et de participation de la société civile à la coordination de la réponse nationale à la problématique de la violence faite aux femmes et aux filles, il est souhaitable de le faire passer du statut de groupe de personnes ressources constitué par l'Initiative Spotlight à celui d'un organe représentatif d'une coalition d'organisations de femmes et de défenses des droits des femmes engagées dans l'élimination de la violence faite aux femmes et aux filles. Il s'agit de faire élire les membres du GRSC par une coalition d'OSC pour lui conférer plus de légitimité et de visibilité, afin de faciliter leur engagement dans des actions de plaidoyer à tous les niveaux et leurs interactions avec les instances publiques et les agences de coopération internationale dans le cadre de la mise en œuvre de programmes spécifiques tels que l'Initiative Spotlight ou du Plan national de lutte contre la violence à l'égard des femmes.

Ce réseau d'OSC pourrait se constituer au départ à partir des organisations partenaires des agences des Nations Unies et des autres institutions membres du Groupe des partenaires techniques et financiers intervenant dans le domaine de la problématique du genre.

B) LE MÉCANISME DE GOUVERNANCE INTERAGENCE

La coordination interagence du programme repose sur trois principaux mécanismes qui facilitent les prises de décisions, l'opérationnalisation des synergies, la cohérence du programme et le rapportage des résultats. La coordination stratégique du programme est assurée par le comité de management du programme, tandis que sa gestion opérationnelle est l'œuvre de l'équipe de coordination technique et de l'équipe technique interagence.

▪ L'équipe du management

L'équipe de management du programme est constituée des chefs des agences récipiendaires du financement de l'Initiative Spotlight et du Coordonnateur Résident. Son rôle est d'assurer interne la coordination stratégique de la mise en œuvre du programme, notamment le suivi de l'élaboration et de la mise en œuvre du plan de travail et du plan de performance. Elle fait également des recommandations pour la levée des goulots d'étranglement qui entravent la mise en œuvre des interventions. La participation des membres de cette équipe au comité de pilotage a permis d'assurer une bonne coordination avec les institutions étatiques, les organisations de la société civile, ainsi que l'Union Européenne dans les prises décisions en faveur de la bonne marche du programme. Le leadership de cette équipe a également facilité l'accélération la mise en œuvre du programme dans un contexte de crise complexe.

▪ L'équipe technique de coordination du programme

Elle composée du Coordonnateur du programme, de la Spécialiste de la cohérence technique, du chargé de suivi-évaluation et du chargé de communication. La mise en place de cette équipe de coordination a permis d'assurer la gestion opérationnelle du programme dans l'esprit des principes de la réforme des Nations Unies. Elle a facilité et coordonné les processus de planification et de révision des plans de travail, en veillant à la complémentarité et aux synergies entre les interventions planifiées. La facilitation des concertations interagence a permis d'assurer la cohérence technique des interventions au regard des normes des Nations Unies guidant la programmation en matière de lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles, de mutualiser les ressources et de créer les synergies nécessaires à l'efficacité des actions.

Le suivi continue de la mise en œuvre des interventions au niveau des agences a permis d'assurer une collecte régulière des données sur les progrès, de documenter les succès et de produire les rapports annuels à temps. L'équipe a également conduit avec succès les activités de communication du programme, particulièrement à l'occasion de la campagne des 16 jours d'activisme orga-

nisée annuellement en collaboration avec le groupe de communication des Nations Unies. La coordination a par ailleurs joué un rôle fondamental dans la facilitation du dialogue avec les institutions étatiques pour créer les conditions appropriées pour accroître le leadership de la partie nationale dans la mise en œuvre du programme. Les rencontres périodiques organisés avec la Délégation de l'Union européenne ont permis de maintenir une bonne collaboration avec le partenaire tout au long de mise en œuvre du programme.

La facilitation des concertations entre les agences par l'équipe de coordination du programme a permis la réalisation de plusieurs initiatives conjointes ou complémentaires impliquant deux agences ou plusieurs agences, parmi lesquelles :

- * La réalisation d'une cartographie des services de prise en charge des cas de violence basée sur le genre dans les dix départements du pays, grâce à une collaboration entre l'UNFPA et ONU Femmes
- * Le développement d'outils et la formation de cadres d'institutions étatiques du niveau central et du niveau décentralisé sur les techniques de programmation et de budgétisation sensibles au genre à travers les efforts conjoints du PNUD et d'ONU Femmes
- * La mise en place d'un centre d'appel national sur la violence à l'égard de la femme par le Ministère à la Condition Feminine et aux Droits des Femmes, grâce au soutien de l'UNFPA et du PNUD

▪ L'équipe technique interagence

Cette équipe est composée des points focaux des quatre agences récipiendaires du financement de l'initiative. Elle a été le principale cadre d'échanges sur l'opérationnalisation du programme. La tenue régulière des rencontres du groupe a permis de faire le suivi des progrès dans la mise en œuvre du programme, d'analyser les difficultés et de prendre à temps les actions correctives pour lever les goulots d'étranglement. L'équipe technique a été particulièrement efficace dans l'élaboration des plans de travail du programme, en menant des réflexions sur les interventions prioritaires et les stratégies à mettre en œuvre dans une vision de synergie des actions, y compris avec d'autres programmes internes, notamment dans les domaines du renforcement de l'accès à la justice et aux soins de santé mentale, de la participation communautaire à la promotion et à la protection des droits humains, et de la promotion de la paix et de la cohésion sociale. Cette démarche vise à contribuer à l'optimisation des résultats du programme et à sa durabilité.

PARTENARIATS

Plusieurs partenariats ont été mobilisés au profit du programme, notamment avec des structures étatiques, des organisations de la société civile et d'autres mécanismes de coordination mis en place par les Nations Unies. Le partenariat avec l'Union européenne a été très actif tout au long du programme.

A) GOUVERNEMENT

Le gouvernement a assuré le rôle de leadership dans le mécanisme de gestion du programme, à travers le Ministère de la Planification et de la Coopération Extérieure (MPCE) qui assure la coprésidence du CoPil et le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF) qui co-préside le Comité de coordination technique et assure le leadership technique de la mise en œuvre de l'ensemble du programme. En dehors de ces deux ministères, une collaboration fructueuse a été mise en place avec d'autres institutions gouvernementales.

- **Le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT)**
Le partenariat avec ce ministère a facilité la mise en œuvre du processus d'intégration du genre et de la lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles dans les plans communaux de développement, en collaboration avec le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe. Au total, les cadres de 52 communes ont été formés en programmation sensible au genre et à la violence sexiste ; et 3 plans communaux de développement intégrant la lutte contre les violences sexistes ont été élaborés.
- **Le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP)**
La collaboration avec ce ministère a facilité le renforcement de l'intégration des unités de prise en charge des survivantes de violence dans les services de santé existants.
- **Le Ministère des Affaires Sociales et du Travail**
Dans le cadre de son partenariat avec l'Institut du Bien Être Social et de Recherche (IBESR), le programme a contribué au renforcement des actions de prévention et de prise en charge des violences sexistes à l'égard des enfants en collaboration avec des organisations de la société civile.
- **Le Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche**
Ce partenariat a permis au programme de poser les bases pour faciliter l'intégration de la violence sexiste dans les curricula scolaires en cours de révision et le développement d'un programme standardisé d'éducation com-

munautaire sur la violence faite aux femmes et aux filles, en vue d'assurer la diffusion de messages harmonisés et de qualité dans les communautés et les structures d'éducation non formelle.

- **La Police National d'Haiti**

L'appui apporté à la Brigade de Protection des Mineurs a renforcé la contribution de ce département de la police à la protection des enfants contre la violence et dans la prise en charge des survivantes.

- **L'Office de Protection du Citoyen**

Le partenariat avec l'OPC a permis de renforcer les capacités nationales en matière de surveillance des cas de violations des droits des femmes, notamment la production d'informations sur le respect des droits humains et sur les violences faites aux femmes à travers enquêtes périodiques. L'OPC a réalisé des enquêtes de surveillance dans deux régions du pays (Nord-Est et Grand'Anse).

- **La Direction Générale de la Protection Civile**

La collaboration avec cette institution étatique a permis au programme de contribuer au renforcement de l'intégration de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles dans le système national de gestion des risques de désastres, tant au niveau national qu'au niveau local. Une étude de l'impact des crises, catastrophes naturelles et déplacements de populations sur les formes et l'incidence de la violence faite aux femmes et aux filles en Haïti a été réalisée et les résultats ont orienté la prise en compte du genre et de la violence sexiste dans le nouveau Plan triennal de gestion des risques de désastres (2024-2027). Au niveau local, 8 plans communaux de contingence multirisques ont été développés.

B) LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le partenariat avec la société civile a été un facteur clé dans les progrès vers l'atteinte des résultats du programme. Une trentaine d'organisations de la société civile (OSC) a participé à la mise en œuvre du programme. Plus de la moitié de ces organisations partenaires ont une envergure nationale et 67% sont des organisations féminines ou de défense des droits des femmes. La liste et le profil des organisations partenaires est présentée en annexe du document (Annexe C).

Les OSC ont été les acteurs de la mise en œuvre des interventions au niveau communautaire, aussi bien dans le domaine des services d'intervention et que dans celui de la prévention. En vue de s'assurer de la prise en compte des groupes de femmes les plus vulnérables conformément au principe de ne laisser personne pour compte, le programme a veillé à intégrer dans le groupe de partenaires des OSC intervenant auprès des femmes et des filles en milieu rural, des populations migrantes, des personnes en situation de handicap, des personnes vivant avec le VIH, des femmes victimes d'exploitation sexuelle et les travailleuses du sexe, des travailleuses domestiques ainsi que des femmes et des filles dans la population lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre et inter-sexe (LGBTI). Entre et 7% et 22% des fonds alloués aux OSC sont affectés à la couverture leur frais de fonctionnement.

C) LA DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE (UE)

Le programme a assuré une collaboration constante et effective avec la Délégation de l'UE tout au long de la mise en œuvre du programme, à travers des rencontres régulières pour faire le point des avancées et trouver des approches de solutions aux difficultés et contraintes qui affectent la mise en œuvre des interventions. Ce dialogue permanent a permis aux deux parties de s'accorder sur les ajustements à apporter au programme pour mieux répondre aux besoins des femmes et des filles, au regard du développement du contexte national et des résultats de l'évaluation à mi-parcours.

Au-delà du partage d'information, le programme a mené avec la Délégation de l'Union Européenne des actions conjointes de communication lors des campagnes des 16 jours d'activisme pour l'élimination de la violence basée sur le genre. Ainsi, une campagne conjointe d'affichage a été réalisée en 2020 et en 2023, et une campagne de diffusion de contenus sur des plateformes multimédias et dans la presse locale a été réalisée en 2022. L'Union européenne a également pris part à divers événements publics organisés par l'Initiative Spotlight.

RÉSULTATS

ANALYSE GLOBALE DES RÉSULTATS DU PROGRAMME

La mise en œuvre de l'Initiative Spotlight a contribué au renforcement de la réponse nationale à la problématique de la violence faite aux femmes et aux filles. Malgré la complexité de l'environnement de sa mise en œuvre, les résultats au niveau des produits attendus ont été pour la plupart atteints. Au-delà de ces résultats, les acquis du programme en termes de renforcement du système de réponse, les leçons apprises et la dynamique créée au niveau des différents acteurs mobilisés sont autant de leviers sur lesquels il faudrait s'appuyer pour accélérer les progrès vers l'élimination de la violence dans le pays.

Le programme a contribué à renforcer les bases pour une meilleure protection légale, politique et institutionnelle des femmes et des filles contre la violence sexiste et ses effets. L'avant-projet de loi sur la violence faite aux femmes et aux filles a été révisé à la lumière des insuffisances relevées dans l'analyse des instruments légaux existants, en vue de le rendre conforme aux normes internationales. Ce texte fera l'objet de dissémination auprès des différents acteurs, y compris les organisations de femmes au niveau communautaire, afin de maintenir la dynamique de plaidoyer en faveur d'une réforme légale, en attendant la mise en place d'un parlement. Dans le cadre du renforcement de la réponse politique et institutionnelle au niveau local, l'accent a été mis sur le renforcement des capacités des collectivités territoriales, ce qui a permis l'élaboration par certaines communes de plans communaux de développement intégrant la lutte contre les violences sexistes. Un guide de planification a été également élaboré pour servir de référentiel aux communes pour l'élaboration de leurs plans. Le soutien de l'initiative Spotlight a par ailleurs permis de créer les conditions pour une meilleure prise en compte de la violence sexiste dans le système national de réponse aux risques de désastre, grâce notamment à la réalisation d'une étude sur l'impact des crises, catastrophes naturelles et déplacements de populations sur les formes et l'incidence de la violence faite aux femmes et aux filles en Haïti. Les résultats de cette étude ont orienté la prise en compte du genre et la violence faite aux femmes et aux filles dans le nouveau Plan triennal de gestion des risques et désastres (2024-2027). Il convient de souligner que ces différents processus ont été conduits suivant une approche participative, à travers des consultations au niveau départemental, avec une participation active des organisations féministes. Ces consultations ont également impliqué des organisations des femmes issues de catégories les plus vulnérables, notamment les femmes rurales et les femmes et filles en situations de handicap, conformément au principe fondamental d'inclusivité du programme qui vise à ne laisser personne pour compte.

Dans le domaine de la prévention de la violence, le programme a contribué à la mise en place d'une plateforme communautaire pour promouvoir les transformations sociales nécessaires à l'élimination de la violence, grâce au partenariat avec la société civile qui a permis de mobiliser plusieurs organisations

locales, des leaders communautaires et ainsi que des organisations de femmes à la base. Ces organisations sont aujourd'hui outillées pour mieux s'investir dans l'éducation pour la prévention de la violence faite aux femmes, la promotion des normes sociales positives pour l'égalité des genres, la vulgarisation des droits des femmes et l'assistance aux survivantes de violence. Les quatre départements touchés par le programme disposent désormais d'une masse critique de personnes – adolescent(e)s, jeunes et femmes et hommes – ayant la capacité de contribuer dans leurs communautés aux transformations sociales envisagées dans le cadre du programme, eu égard aux connaissances et savoirs acquis en matière de prévention de la violence faite aux et aux filles. Il convient de mentionner aussi le partenariat mis en place avec le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle pour faciliter l'intégration de la violence sexiste dans les curricula scolaires en cours de révision et le développement d'un programme standardisé d'éducation communautaire sur la violence faite aux femmes et aux filles, en vue d'assurer la diffusion de messages harmonisés et de qualité dans les communautés et les centres d'éducation non formelle.

Dans le cadre de l'amélioration de l'accès des survivantes aux services de prise en charge, l'Initiative Spotlight a contribué non seulement à renforcer la disponibilité des services d'assistance tant au niveau institutionnel qu'au niveau communautaire, mais aussi au développement d'un modèle de collaboration entre les deux niveaux de services en vue d'assurer une approche holistique de prise en charge des survivantes à tous les niveaux. La cartographie des services réalisée avec l'appui du programme a permis de disposer d'une base de données nécessaires à la mise en place d'un circuit de référencement des cas dans les dix départements du pays.

Au-delà des avancées sur le plan programmatique, le programme a contribué au renforcement de la collaboration interagence pour un appui plus efficace au gouvernement dans ses efforts visant à éliminer la violence à l'égard des femmes. La complémentarité dans la programmation des interventions à travers les six piliers de la théorie du changement de l'initiative, la prise en compte des avantages comparatifs de chacune des agences et les synergies dans la mise en œuvre de plusieurs interventions ont permis de développer une approche multisectorielle et intégrée pour progresser vers l'atteinte de l'objectif commun, celui de créer un environnement exempt de violence pour l'épanouissement des femmes et des filles en Haïti. Le cadre partenarial mobilisé pour la concrétisation de cette approche multisectorielle a permis de constituer un groupe d'acteurs au niveau institutionnel et au niveau la société civile, capable d'assurer la pérennisation des acquis du programme qui devraient servir de leviers pour l'accélération de la réponse nationale. Mais pour y arriver, il importe de continuer à renforcer les capacités de coordination des deux des ministères qui assurent le leadership du programme au niveau national et au niveau décentralisé, et d'assurer un mécanisme adéquat de collaboration entre le gouvernement, la société civile et les partenaires au développement à tous les niveaux.

MISE EN ŒUVRE DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION PARTICIPATIFS (SEP)

Le suivi-évaluation du programme était principalement basé sur les visites de terrain organisées par les agences en collaboration avec leurs partenaires de la société civile et les visites conjointes impliquant la partie gouvernementale. Deux visites de haut niveau ont pu être réalisées dans un centre d'accueil de survivantes de violence dans la zone de Port-au-Prince, respectivement par la Coordinatrice Résidente d'une part, et la Représentante Spéciale du Secrétaire Générale d'autre part. Il convient de souligner que l'insécurité qui règne dans le pays a été un facteur limitant pour l'organisation régulière de visites de suivi du programme. Le présent rapport informe sur trois visites de suivi qui ont été réalisées par l'équipe technique du programme.

1. Visite programmatique conjointe dans le Nord-Est

Cette visite a été réalisée par une équipe composée des points focaux du programme dans les deux ministères assurant le leadership du programme (le Ministère à Condition Féminine et aux Droits des Femmes et le Ministère de la Planification et de la Coopération Extérieur), les partenaires de la société civile responsables de la mise en œuvre des projets, des responsables de services publics au niveau départemental, les quatre agences des Nations Unies partenaires du programme et la coordination de l'Initiative Spotlight. La visite réalisée dans le département du Nord-Est avait pour objectifs d'apprécier l'état d'avancement des projets, analyser leurs effets sur bénéficiaires et identifier les défis à relever pour améliorer la mise en œuvre du programme. La mission a permis à l'équipe d'apprécier l'efficacité de cinq projets mis en œuvre dans quatre communes du département :

- * Projet de prévention des violences à l'égard des femmes et des filles (Commune du Trou du Nord)
- * Projet d'appui à la prise en charge pluridisciplinaire et intégrée des femmes et des filles victimes de violences (Commune du Trou du Nord)
- * Projet de sensibilisation et d'accompagnement des survivant.es mineur.es de violence (Commune de Fort-Liberté)
- * Projet de Mobilisation des filles pour le changement des normes sociales, des attitudes et comportements liés à l'égalité des sexes au niveau communautaire (Commune de Mont Organisé)
- * Projet de soutien aux survivantes de violence (Commune de Ouanaminthe)

Au cours de la visite des différents sites, des entretiens individuels et des discussions de groupe ont été réalisés d'une part avec les équipes responsables des projets, et d'autre part avec les bénéficiaires. Les informations recueillies auprès des équipes en charge des projets ont permis d'apprécier la pertinence des actions menées et les stratégies mises en œuvre pour atteindre les résultats et les défis à relever pour améliorer la performance des projets. A travers les échanges avec les bénéficiaires, des témoignages ont été recueillis pour évaluer les changements positifs induits par les projets ainsi que les besoins qui restent à satisfaire. Cette visite a permis à la partie gouvernementale de s'apercevoir de l'effectivité des actions développées dans le cadre de l'Initiative Spotlight et de l'encrage du programme au niveau local.

2. Mission conjointe de suivi de projet et contrôle-qualité du système de rapportage des données dans la zone de Port-au-Prince et dans le Nord-Est

Cette visite de terrain avait deux objectifs : apprécier l'efficacité de projets mise en œuvre dans les zones visitées et évaluer les besoins de renforcement du système de collecte et de rapportage des données administratives par les partenaires de terrain. Elle a été conduite dans le département de l'Ouest (la zone de Port-au-Prince) et dans celui du Nord-Est par une équipe composée de la coordination de Spotlight représentée par le Chargé de suivi-évaluation et des points focaux des agences, auxquels se sont joint les responsables d'organisations de la société civile et d'une institution publique, tous partenaires de mise en œuvre du programme.

Dans chacune des organisations visitées, l'équipe de l'Initiative Spotlight et les responsables de l'organisation ont ensemble examiné le mécanisme et les supports de collecte de données, la base de données et les données rapportées aux agences des Nations Unies partenaires du programme. Face aux incohérences et aux autres insuffisances relevées, des recommandations ont été formulées quant à l'harmonisation des supports de collecte des données, l'amélioration de l'archivage des données et l'accessibilité des données produites par organisations partenaires du programme. Concernant le second objectif de la mission, la visite a permis de rencontrer des bénéficiaires directes des projets ainsi que des membres de la communauté pour apprécier leur degré de satisfaction par rapport au programme. Les entretiens avec les survivantes de violence rencontrées ont mis en évidence les effets positifs des projets sur leurs conditions de vie. L'équipe a pu observer également que les leaders communautaires dont les compétences ont été renforcées dans le cadre de l'Initiative Spotlight ont mis en place dans leurs communautés des initiatives visant à lutter contre la violence faite aux femmes et aux filles.

3. Mission d'évaluation rapide de l'initiative Espace fille

Il s'agit d'une mission d'évaluation rapide d'un modèle d'action d'éducation des adolescentes contre la violence faite aux femmes et aux filles, développée par l'Asosyasyon Fanm Solèy Dayiti (AFASDA) dans le département du Nord-Est.

L'initiative « Espace filles » est un modèle éducatif qui vise à construire les compétences de vie des adolescentes, des jeunes filles et des femmes pour leur permettre de faire face aux contraintes, difficultés, menaces de la vie sociale, communautaire et familiale, et de leur permettre d'agir de manière autonome pour prévenir et éviter les violences familiales.

Objectifs de l'évaluation

- * Appréhender la perception des communautés et des parents vis-à-vis de l'initiative « Espace filles »
- * Apprécier l'impact de l'action sur les filles bénéficiaires de l'initiative

Méthodologie

L'évaluation était basée sur une approche qualitative. Des entretiens individuels et des groupes de discussion ont été réalisés avec des filles bénéficiaires, des parents, des mentors et des responsables d'AFASDA dans quatre communes où des Espaces filles ont été mis en place.

Résultats

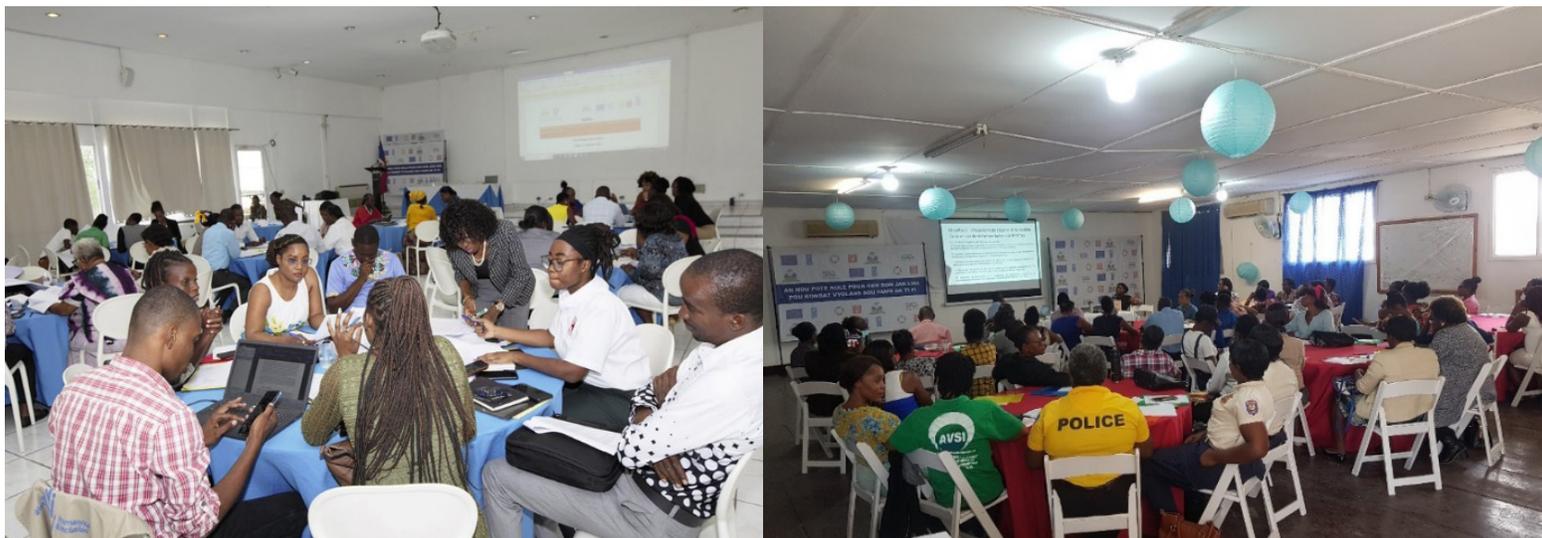
L'évaluation a permis d'explorer les points de vue des différentes parties prenantes à l'action menée. Pour les filles, leur participation aux causeries hebdomadaires dans les Espaces filles leur a permis d'améliorer leurs connaissances de la violence, des risques encourus quand elles sont victimes de violence sexuelle (grossesse, infections) et des services d'assistance. Pour les parents, les activités dans les Espaces filles ont un impact positif sur leurs filles. Les mères ayant participé aux groupes de discussion ont déclaré que les attitudes et les comportements de leurs filles ont changé, qu'elles deviennent plus responsables. Elles invitent d'autres parents à encourager leurs filles à fréquenter ces espaces.

ANALYSE DES RÉSULTATS PAR EFFET DU PROGRAMME

Effet 1 : Cadre légal et politique

Grace à l'Initiative, le pays dispose d'une version révisée de l'avant-projet de loi sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence envers les femmes, arrimée aux normes internationales en la matière. L'absence d'un parlement fonctionnel – du fait de la crise politique – n'a pas permis de soumettre le texte à l'organe législatif pour adoption. Mais, dans le souci de maintenir la dynamique de plaidoyer en faveur de cette réforme législative, un manuel de sensibilisation des acteurs sur la réforme a été développé par le MCFDF et servira à mener des actions de plaidoyer auprès des différentes parties prenantes, particulièrement les organisations de femmes. A cet effet, 162 acteurs (81 femmes et 81 hommes) provenant de 58 OSCs ont été formés sur les techniques de plaidoyer.

Cette avancée est le fruit d'un processus participatif basé sur des consultations organisées dans les quatre départements géographiques bénéficiaires du programme. Ces consultations ont mobilisé des autorités administratives locales et des organisations de la société civile. Elles ont permis dans un premier temps d'associer les communautés à la base à l'analyse du cadre légal existant, et de recueillir dans un second temps leurs contributions par rapport aux améliorations à apporter l'avant-projet loi objet du processus la révision. Au total, 228 personnes dont 176 femmes et 52 hommes représentant environ 180 organisations de la société civile de 56 communes ont été sensibilisés sur l'importance de la protection des droits de la femme lors des ateliers de consultation.



Atelier de consultation des acteurs sur la révision de l'avant-projet de loi sur la VFFF dans les départements de l'Ouest et du Sud (crédit photo : PNUD)

Il convient de rappeler que l'analyse du cadre légal a porté sur les cadres juridiques régissant le crime du viol et la violence dans les relations familiales et interpersonnelles, le code civil, le processus législatif, et sur les politiques publiques en la matière. Les résultats de l'analyse renseignent sur l'état actuel du droit au regard des textes existants, les progrès envisagés par rapport aux nouveaux textes et les insuffisances qui restent à corriger avec l'adoption du nouveau code pénal, du code des procédures pénales et de la proposition de loi sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence envers les femmes et les filles. Ils montrent également la nécessité d'avancer avec certaines réformes dont celle relative à la refonte du code civil haïtien.

Dans le cadre du renforcement de la réponse politique et institutionnelle au problème de la violence faite aux femmes et aux filles au niveau local, les cadres de 52 communes ont renforcé leurs compétences pour une meilleure prise en compte des questions liées au genre et la VFFF dans le développement des outils de planification au niveau local y compris les plans communaux de développement (PCD), et trois plans communaux ont été développés avec l'appui du programme. Un aide-mémoire a été développé pour guider les communes dans leur exercice de planification sensible au genre et à l'élimination de la violence faite aux femmes et aux filles.



Atelier d'approfondis de formation des cadres municipaux à Jérémie (crédit photo : PNUD)

Les différents outils développés dans le cadre des initiatives visant le renforcement du cadre légal et politique de la réponse constituent d'importantes ressources qui devraient contribuer à assurer la durabilité des acquis du programme dans ces domaines. Il s'agit du manuel de sensibilisation sur les réformes légales élaboré par le MCFDF et de l'aide-mémoire développé pour guider les communes dans leur exercice de planification sensible au genre et à l'élimination de la violence faite aux femmes et aux filles. Pour ce qui concerne les réformes légales, les organisations de la société civile dont les compétences ont été renforcées en matière de plaidoyer doivent être soutenues à poursuivre la sensibilisation en faveur des réformes, sur la base du rapport de l'analyse du cadre légal et de l'avant-projet de loi révisé. Quant au renforcement de la réponse au niveau local, il importe de promouvoir la dissémination de l'aide-mémoire sur la planification sensible au genre auprès des communes, en ciblant prioritairement celles où les cas de violences sexistes sont en augmentation. Il importe de continuer à soutenir le MCFDF et le MICT dans leurs rôles d'accompagnement des acteurs au niveau décentralisé, afin de tirer profit des effets leviers de ces différents acquis.

Effet 2 : Institutions

Le renforcement de la transversalité et de l'appropriation nationale de la réponse à la problématique de la violence faite aux femmes et aux filles a été une des priorités de l'Initiative Spotlight. Dans cette optique, les compétences de 10 ministères sectoriels ont été renforcées dans le domaine de la programmation et de la budgétisation sensibles au genre. Cette action vise à outiller les hauts cadres des ministères et des institutions étatiques clés pour qu'ils soient capables d'élaborer des lois de finances conformes aux principes de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG), en vue d'accroître le financement des actions qui concourent à l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles. Dans le cadre du programme d'accompagnement technique mis en place à la suite de la formation organisée en 2022, un outil de plaidoyer a été élaboré et des séances d'exercices pratiques ont été organisées en 2023 au profit de 23 cadres (dont 15 femmes) de trois institutions étatiques (le MPCE, le MICT et la DGPC).



Atelier d'accompagnement technique sur la Budgétisation Sensible au Genre, Port-au-Prince, le 17 mai 2023 (crédit photo : PNUD)

Face aux risques de désastres et de crises humanitaires auxquels Haïti reste vulnérable, l'Initiative a apporté son soutien au renforcement de la prise en compte du genre et de la violence faite aux femmes et aux filles dans le système national de gestion des risques de désastres. A cet effet, une étude de l'impact des crises, catastrophes naturelles et déplacements de populations sur les formes et l'incidence de la violence faite aux femmes et aux filles en Haïti a été réalisée ; l'exploitation des résultats de cette étude a permis d'assurer une meilleure prise en compte du genre et de la violence sexiste dans le nouveau Plan triennal de gestion des risques et désastres (2024-2027). Dans la même optique, un appui est apporté au développement de 8 plans communaux de contingence multirisques dans le département du Sud.

Ce processus a été également conduit suivant une approche participative, à travers une large consultation organisée auprès des représentants des groupes les plus vulnérables aux différentes catastrophes (les femmes et les filles, particulièrement celles vivant avec un handicap). Ces consultations ont permis de recueillir des informations pour assurer une meilleure prise en compte de leurs besoins de participation, d'encadrement et de protection contre la violence à toutes les étapes de la gestion des risques de catastrophes naturelles (évaluation des risques, alerte précoce, gestion de l'information, éducation, formation, et reconstruction) en vue d'une meilleure planification des réponses. Au total, 149 personnes (dont 121 femmes et 28 hommes) venues de 63 OSCs, parmi lesquelles 9 OSCs œuvrant auprès des personnes vivant avec un handicap, ont participé aux consultations organisées dans les quatre départements soutenus par le programme, couvrant 56 communes.



Atelier de formation sur l'élaboration des PCCM, Port-salut, Roche-à-Bateau 20 juin 2023 (crédit photo : PNUD)

Le programme a généré des acquis en termes de ressources qui serviront de levier pour le renforcement de la réponse institutionnelle. L'outil de plaidoyer et d'accompagnement des institutions étatiques en matière de programmation et de budgétisation sensibles au genre servira à optimiser les compétences acquises par les cadres étatiques formés. Il importe de continuer à soutenir ce programme d'accompagnement pour assurer son effectivité. De même, le rapport de l'étude de l'impact des crises, catastrophes naturelles et déplacements de populations sur les formes et l'incidence de la violence faite aux femmes et aux filles constitue pour les acteurs humanitaires une source d'information pour orienter la programmation des interventions sur la base d'évidences factuelles.

Il convient d'ajouter que dans le cadre du renforcement institutionnel du MC-FDF, il a été initié un processus de revue à mi-parcours du Plan d'action national de lutte contre la violence à l'égard de la femme (2017 – 2027). L'aboutissement de ce processus permettra au ministère et ses partenaires de disposer d'un référentiel mis à jour pour la programmation des interventions, le suivi des progrès et la coordination de la réponse. Le ministère a été également doté de matériels et équipements pour faciliter son fonctionnement.

Effet 3 : Prévention et changement des normes sociales

Le programme a contribué au renforcement de l'accès des communautés à l'information et à l'éducation sur la prévention de la violence faite aux femmes et aux filles dans les zones d'intervention, grâce à une approche intégrée impliquant plusieurs groupes cibles, acteurs et canaux de communication.



Credit photo: HAGN/ONU Femmes

3.1 Un meilleur accès des adolescent(e)s à l'information et à l'éducation sur la violence faite aux femmes et aux filles

L'Initiative Spotlight a contribué à la mise en place de plateformes pour un accès amélioré des adolescents/tes à l'éducation sur la violence faite aux femmes et aux filles. Au cours des quatre années de mise en œuvre du programme, 42,316 adolescents (26,192 filles et 16,124 garçons) ont renforcé leurs connaissances en matière de prévention de la violence sexiste en participant régulièrement à des activités éducatives en milieu scolaire et au niveau communautaire.

Ce résultat est à mettre à l'actif de l'engagement des OSC dont la mobilisation a permis de mener des activités éducatives auprès des adolescents dans les écoles et dans les communautés. Les stratégies mises en œuvre pour toucher les adolescents incluent principalement les causeries éducatives en grand groupe et dans les « clubs santé et violence basé sur le genre » dans les écoles d'une part, et les Espaces filles au niveau communautaire d'autre part. Au total 127 Espaces filles ont été mis en place dans les quatre départements d'intervention du programme (Nord-Est, Ouest, Sud et Grand'Anse).

L'Espace fille, un modèle d'éducation des filles sur les compétences de vie courantes intégrant le genre et la lutte contre la violence au niveau local

Crédit photo : PNUD)



L'initiative Espace filles est un modèle éducatif qui vise à accompagner les adolescentes et les jeunes filles dans le processus de construction des compétences de vie en vue de leur permettre de faire face aux contraintes, difficultés et menaces de la vie sociale, communautaire et familiale, et de leur permettre d'agir de manière autonome pour prévenir les violences familiales. La mise en place de ces espaces s'appuie sur un processus en plusieurs étapes clés : dialogue communautaire

avec les parents et les leaders sur la mise en place de l'action afin d'avoir leur adhésion ; mise à disposition d'un espace par la communauté ; identification et formation des mentors par l'organisation ; enregistrements filles désireuses de participer aux activités des espaces.

Grace aux apprentissages, ces filles sont outillées pour : adopter des comportements sociaux égalitaires, y compris la tolérance zéro à l'égard de la violence sexiste ; s'engager activement dans la prise de décision sur leur choix de vie ; avoir un accès sans obstacle aux services de qualité en matière de santé sexuelle et reproductive et de violence liée au sexe afin de jouir d'une autonomie corporelle. « J'ai appris à gérer les relations sexuelles et à parler à mes parents et à mes amis des différents types de violence sexuelle, émotionnelle et physique que subissent les femmes en Haïti », a déclaré Madeline Joseph, 18 ans, une participante aux activités de l'Espace de la Commune de Mont-Organisé. Ce changement contribue à une mobilisation des filles en faveur de la défense des droits des femmes et des filles et la prévention de la VFFF et à plus long terme dans leurs communautés

3.2 Un engagement communautaire renforcée pour la promotion de normes sociales et de comportements favorables à l'égalité femme-homme et l'élimination des VFFF

Au niveau communautaire 78,304 filles, garçons, femmes et hommes ont participé à des programmes communautaires d'éducation sur la prévention de la violence sexiste, tandis que les campagnes de promotion des normes sociales positives et de lutte contre les stéréotypes ont touché 276,702 adolescents(e)s, femmes et hommes. Plusieurs plateformes et canaux de communication ont été utilisés pour atteindre ces cibles, notamment le théâtre-forum, les clubs des mères, les leaders communautaires et les responsables des organisations de femmes, et les médias locaux. Grace aux actions ciblant les leaders communautaires, il est observé dans certaines communes que la communauté dans son ensemble est maintenant actrice de la protection des filles et des femmes. Par ailleurs, l'implication des leaders communautaires dans les activités de sensibilisation facilite la dénonciation des violences sexuelles et basées sur le genre, et influence positivement le changement de comportement à l'égard de la femme et de la fille.

Changer les normes sociales pour réduire la violence familiale avec le SASA et ESK

L'initiative SASA/ESK a été mise en œuvre dans 5 communes vulnérables de Port-au-Prince approches. Le projet a combiné deux approches, notamment le SASA ciblant les filles adolescentes, et le ESK (Edikasyon se Konvèsasyon/Éducation est une Conversation) orienté vers les parents. Dans le cadre de cette initiative, 141 filles et femmes ont été formées en tant que mentors sur ESK et SASA, et ces mentors ont répliqué les formations en faveur de groupes de parents, de femmes et de filles par semaine, de manière soutenue pendant au moins 3 mois. Les adolescentes et les femmes de ces communautés ont reçu par la voie des mentors des formations SASA en genre, VFFF, leadership, compétences de vie, et prévention du VIH. Les hommes et les femmes de ces communautés à leur tour ont reçu des formations en éducation parentale EKS pour prévenir la violence domestique/familiale. Grace à ces réplifications de la formation, 4037 personnes ont été sensibilisées et formées, dont 2281 filles de 10-19 ans.

Les évaluations réalisées avant et après le projet a montré des résultats satisfaisants :

- * 79,1% des parents rejettent l'idée qu'un parent doit nécessairement user de punitions et de remarques humiliantes pour bien discipliner ses enfants contre 67% lors de l'enquête de base, soit une augmentation de 18,5%*

- * *80,9 % des parents conviennent qu'un parent/tuteur devrait traiter leurs filles avec la même considération qu'ils traitent leurs fils contre 54,8 % au cours de la période de référence, soit une énorme augmentation de 47,6 %*
- * *Le pourcentage d'adolescentes qui considèrent l'humiliation et le mépris dans les relations conjugales comme de la violence est passé de 74,9 % à 83,9 %, soit une variation de 9%*
- * *Le pourcentage d'adolescentes qui disent qu'une femme devrait dire aux autres qu'elle est victime de violence de son mari est passé de 50,6% à 66,3%, soit une augmentation de 15,7%*

Afin de renforcer l'engagement des médias pour toucher une plus large audience, 223 journalistes et responsables de media été formés à la production et la diffusion d'émissions sensibles à l'égalité des genres et à l'élimination de la violence faite aux femmes et aux filles. Les journalistes formés ont animé plusieurs émissions et produit des capsules audio dont la diffusion a permis de sensibiliser leurs auditeurs. La réalisation de l'étude sur les déterminants de la violence faites aux femmes et aux filles en Haïti a permis de mieux comprendre les causes qui sous-tendent la violence familiale, notamment les facteurs d'ordre socio-culturel (valeurs, croyances religieuses, attitudes et comportements) politique et économique qui engendrent ou supportent les VFFF. Les résultats de cette étude ont permis de dégager des pistes pour améliorer les stratégies de prévention et vont orienter le développement d'un modèle adapté de prévention des violences faites aux femmes et aux filles.

Dans le but d'assurer la durabilité et la mise à échelle des interventions en matière de prévention de la violence faite aux femmes, le programme a mis en place un partenariat avec le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle pour assurer l'intégration de la violence sexiste dans le processus de réforme curriculaire que le secteur a initié en 2023. Ce partenariat a permis d'entreprendre une évaluation du niveau de prise en compte de l'éducation sur la violence sexiste dans les curricula existants et de développer une stratégie d'intégration la lutte contre cette violence dans les nouveaux curricula qui seront élaborés en 2024. Le ministère a également entrepris de mener une analyse des programmes d'éducation communautaires sur la violence sexiste existants, dans la perspective du développement d'un programme d'éducation standardisé avec des messages harmonisés.

Effet 4 : Services de qualité

Le soutien du programme aux initiatives de renforcement des capacités des prestataires de services a permis d'améliorer la disponibilité des services et leur utilisation par les survivantes de violence. L'accent a été mis au cours des deux dernières années du programme sur le renforcement des services dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, où l'escalade de l'insécurité du fait des gangs armés a engendré une augmentation des actes de violence sexuelle à l'égard des femmes et des filles. Durant la mise en œuvre du programme, 1,868 cas de violence sur des filles ont été notifiés à la police ; 589 cas ont fait l'objet de poursuite devant les tribunaux et 214 auteurs ont été condamnés. Les recours des survivantes auprès des institutions étatiques restent en général faibles.

4.1 Renforcement de l'offre des services essentiels aux survivantes

L'Initiative Spotlight a contribué à l'amélioration de l'accès des survivantes de violence à des services de qualité, y compris l'hébergement temporaire. La formation de 314 prestataires de services du secteur public et de la société civile à la prise en charge globale des survivantes a permis de renforcer la disponibilité des services dans les zones d'intervention du programme. L'implication dans le système de soins des organisations de la société civile qui jouent un rôle de premier plan dans la fourniture des services de soutien psychosocial, d'hébergement et d'accompagnement juridique aux survivantes a contribué à renforcer l'approche holistique de la gestion des cas, en collaboration avec les structures de santé. La mobilisation de relais communautaires formés facilite le référencement des cas vers les structures de prise en charge et permet de mettre en place un système de continuum de soins reliant le niveau communautaire et le niveau institutionnel. La cartographie des services réalisées dans les 10 départements du pays avec l'appui de l'Initiative Spotlight fournit aux acteurs une base de données pour organiser le circuit de référencement des cas dans chaque département. Dans le cadre des efforts de standardisation de la prise en charge des survivantes, le programme a soutenu l'élaboration d'un guide de prise charge psychosociale qui est en cours de finalisation. Cet outil servira de support de formation et de travail pour les prestataires de services, aussi bien dans les structures de santé que dans les centres associatifs.



Crédit photo : PNUD)

Face au nombre élevé des cas de violence sexuelle à l'égard des femmes et des filles dans la zone de Port-au-Prince, les capacités d'accueil et d'hébergement des survivantes ont été renforcées grâce à l'aménagement de nouveaux espaces. Dans le cadre du renforcement de la réponse policière, 37 cadres de la Police nationale (19 femmes et 18 hommes) ont été formés en gestion des scènes de crimes sexuels et en prise en charge des survivantes.

Un appui en matériels et équipements a été également apporté à la police pour renforcer ses capacités opérationnelles de protection des femmes et des filles contre la violence, particulièrement dans les communautés affectées par la violence des gangs armés. Le soutien apporté aux centres d'appel de la Brigade de Protection des Mineurs (Ligne d'écoute 188) et de l'Institut de Bien-être Social et de Recherches (Ligne d'écoute 133) a facilité la notification de plusieurs de cas de violence et permis aux survivantes d'être référées vers les de prise en charge disponible.

4.2 Amélioration de la demande des services

Grâce au renforcement de la disponibilité des services, au total 14,530 survivantes ont bénéficié de services essentiels incluant principalement le soutien psychosocial et le suivi médical durant les quatre ans de mise en œuvre du programme (contre 3794 cas en 2021) ; 1302 survivantes provenant principalement des communautés affectées par la violence des gangs armés à Port-au-Prince ont bénéficié d'un hébergement temporaire. Le soutien à l'Initiative des Mutuelles de solidarité dans le département du Nord-Est a permis à 534 Femmes victimes ou à risque de violence de bénéficier de soutien socio-économique. Il convient de souligner que 20 Mutuelles ont été mises en place et soutenues dans ce département.



Visite de la Ministre à la Condition Feminine et aux Droits des Femmes
aux bénéficiaires des Mutuelles de solidarité dans le Nord-Est (Crédit photo : CAPAC)

Dans les communautés affectées par la violence des gangs armés, l'accès des survivantes de violence aux services d'assistance demeure problématique, du fait des possibilités limitées de déplacement tant pour ces dernières que pour les prestataires de services. Cependant, la mobilisation de relais communautaires et de plateformes d'organisations de femmes permet de mettre en œuvre des stratégies pour faciliter l'identification des cas et assurer la liaison avec les centres d'accueil situés dans les quartiers sécurisés de la ville pour le référencement des survivantes. Il y a lieu de renforcer ce dispositif à travers une meilleure collaboration avec les acteurs de la coordination de la réponse humanitaire.

Effet 5 : Renforcement du système d'information sur la violence faite aux femmes et aux filles

Le programme a contribué au renforcement des capacités nationales en matière de collecte et d'exploitation des données statistiques en matière de violence faite aux femmes et aux filles à des fins de suivi des progrès dans la réponse et de prise de décision politique et programmatique. Au total, 185 cadres du secteur public et de la société civile ont été formés à la collecte, l'analyse et l'interprétation des données de prévalence et d'incidence sur la violence sexiste, dans le cadre du renforcement du système d'information en faveur d'actions basées sur des évidences.

Par ailleurs, les capacités de l'Office de Protection du Citoyen (OPC) en matière de surveillance des violations des droits des femmes – y compris les violences sexistes – par la conduite d'enquêtes régulières ont été aussi renforcées. Deux enquêtes ont été réalisées (dans la Grand'Anse et le Nord-Est) par les cadres formés. La collaboration entre l'OPC et l'Initiative Spotlight a permis de mettre en place un système d'actualisation sur une base annuelle des données relatives aux violences faites aux femmes et aux filles. Ces données serviront à analyser les déterminants des violences constatés et à identifier les mécanismes de suivi et de réponses institutionnelles. L'Unité d'enquêtes de l'OPC est désormais outillée pour conduire en collaboration avec ses directions départementales des enquêtes périodiques et publier des données assorties de recommandations objectives pour lutter contre les violences basées sur le genre dans la société. Ces données vont servir à mieux organiser la réponse et le plaidoyer pour lutter contre les VFFF.



Crédit photo : PNUD)

D'autre part, les compétences de 20 membres du Comité interministériel des droits de la personne (CIDP) provenant des différents ministères et institutions étatiques composant le comité ont été renforcées dans le domaine de l'utilisation de la base de données nationale de suivi de la mise en œuvre des recommandations des mécanismes internationaux de contrôle des droits de l'homme. L'appui de l'Initiative Spotlight à cette formation organisée conjointement avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme visait à assurer une meilleure prise en compte des recommandations en matière des droits de la femme et de lutte contre la violence sexiste dans cette base des données.

Enfin, la réalisation de l'étude sur les déterminants de la violence familiale et de l'étude de l'impact des crises, catastrophes naturelles et déplacements de populations sur les formes et l'incidence de la violence faite aux femmes et aux filles ont permis de renforcer la disponibilité d'information pour mieux comprendre les enjeux en ces matières et adapter les interventions en conséquence.

La collecte et la gestion des données administratives relatives à la notification et à la gestion des cas de violences faites aux femmes et aux filles demeurent un défi partagé par tous les acteurs. En vue de contribuer à mettre en place un système adéquat de gestion de l'information, l'Initiative Spotlight a soutenu en novembre 2023 l'organisation d'un atelier de réflexion sur l'harmonisation des outils de collecte de données. La rencontre a permis d'identifier les insuffisances dans les outils existants et de formuler des recommandations en vue de leur révision et de la mise en place d'un système adéquat de rapportage, de stockage et d'exploitation des données.

Effet 6 : Renforcement des mouvements féminins

Dans le cadre du renforcement des capacités du mouvement féministe, l'accent a été mis sur trois domaines : le renforcement des capacités de réseautage, le développement de compétences en gestion de projets et le soutien aux actions de plaidoyer.

Le programme a renforcé la dynamique de réseautage et de coalition de mouvements de femmes pour une plus grande capacité d'action dans la prévention des violences faites aux femmes et dans la réponse. Une vingtaine d'organisations de femmes et de défenses des droits des femmes répertoriées au démarrage du programme a bénéficié de renforcement des capacités en matière de réseautage. L'appui apporté à ces organisations leur a offert davantage d'opportunités pour partager leurs connaissances, établir des partenariats et plaider conjointement pour l'autonomisation économique des femmes et l'élimination de la violence envers celles-ci. Plusieurs réseaux d'organisations de femmes ont ainsi vu le jour, notamment dans le Sud, la Grand'Anse et le Nord-est. Dans le domaine du renforcement des capacités en management organisationnel, 240 leaders provenant de 60 organisations féminines sont outillés pour concevoir et gérer des projets de lutte contre les violences, ainsi que pour mener des actions de plaidoyer.

En matière de renforcement des capacités de leadership et de plaidoyer, 94 organisations de femmes, dont 37 organisations de personnes en situation de handicap ont amélioré leurs connaissances sur les instruments légaux internationaux et nationaux de protection des droits de la femme ; elles ont été aussi outillées en matière de plaidoyer basé sur les mécanismes de redevabilité publique tels que le CEDEF, les évaluations périodiques universelles (EPU), les audits sociaux, et dans le domaine du management organisationnel et de gestion de projet. Au total, 144 leaders féministes ont bénéficié de ces actions de renforcement de capacité dans les trois départements ciblés (Nord-Est, Sud et Grand'Anse). Des rencontres d'échange entre des organisations locales de femmes et des représentants de l'autorité publique au niveau départemental ont été organisées pour discuter de la redevabilité des pouvoirs publics et des acteurs sociaux sur les politiques publiques et les actions mises en place pour garantir le respect. 204 leaders d'organisations de femmes ont pris part à ces rencontres. Des espaces de rencontres et de dialogues intergénérationnels ont également été mis en place pour faciliter les échanges entre les pionnières du mouvement féministe haïtien et les jeunes femmes leaders d'organisations émergentes.

BÉNÉFICIAIRES DU PROGRAMME

Indicative numbers	Direct for 2020-2023	Indirect for 2020-2023	Comments / Explanations
Women (18 yrs. and above)	84,583	592,084	<p>Bénéficiaires directs :</p> <p>a) les personnes (journalistes, etc.) formées, ainsi que les personnes qui ont participées à des programmes spécifiques de plaidoyer ou les élèves des classes où de nouveaux programmes scolaires sont mis en œuvre ; b) les personnes ciblées par les programmes ou campagnes de normes sociales (qui sont les personnes âgées de moins de 18 ans) ; c) les prestataires de services dont la capacité a été augmentée et les survivants de la violence ou les familles de victimes bénéficiant spécifiquement de services dans les départements du Nord-Est, de l'Ouest, de la Grand'Anse et du Sud où le projet est mis en œuvre ; d) le personnel responsable de la gestion des données dans les services publics et les prestataires de services formés par le programme sur la gestion des données ; e) les individus recevant des avantages directs du programme au sein des organisations ciblées.</p> <p>Bénéficiaires indirects :</p> <p>a) toutes les personnes qui n'ont pas été touchées directement par les différents programmes dans les zones d'intervention du projet, mais qui en bénéficié à travers leurs interactions avec les bénéficiaires directs. Ceci s'applique pour chaque catégorie d'âge.</p>
Girls (5-17)	63,763	575,883	
Men (18 yrs. and above)	82,269	446,344	
Boys (5-17 yrs.)	61,745	432,216	
TOTAL			

DÉFIS ET MESURES DE MITIGATION

- La mise en œuvre des interventions dans un contexte de crise socio-politique et sécuritaire quasi-permanente a été le principal défi auquel le programme était confronté. La hausse de l'insécurité liée au phénomène des gangs armés a, non seulement augmenté les besoins en matière de protection d'urgence des femmes et des filles, mais aussi rendu complexe l'assistance aux survivantes de violence dans les communautés affectées par la violence des gangs armés. Deux OSC partenaires de l'Initiative Spotlight qui font partie des principaux fournisseurs de services d'accueil et d'hébergement sécurisé à Port-au-Prince ont dû délocaliser leurs services dans de nouveaux espaces situés dans des zones plus sécurisées, en raison de l'extension des activités des gangs dans les quartiers qui abritent leurs locaux. Les opportunités de relocalisation des survivantes dans la région métropolitaine de Port-au-Prince se sont également réduites en raison de l'élargissement des activités des gangs armés à d'autres quartiers de la région. Certaines survivantes ont dû être relocalisées dans d'autres régions du pays où elles se sentent plus en sécurité. L'augmentation des besoins nécessite davantage de ressources pour offrir aux survivantes une prise en charge de qualité.
- De même les ruptures fréquentes de carburant dans les pompes et le blocage des principales routes de sortie de la capitale ont affecté les déplacements des équipes de projets sur le terrain pour mettre en œuvre et le suivi des activités à temps.
- La lutte contre l'imputé des auteurs d'actes de violences à l'égard des femmes constitue un maillon de la réponse à renforcer. La mise en synergie des actions de plaidoyer des organisations féministes avec les programmes de renforcement de la justice et de la police soutenus par les Nations Unies devrait contribuer à faire évoluer positivement la situation.
- Le renforcement du système national d'information sur les violences sexistes fait également partie des défis majeurs à adresser. Au-delà des initiatives de renforcement des capacités nationales en matière de production et d'exploitation des données de prévalence et d'incidence sur les violences faites aux femmes et aux filles, il importe de mettre en place un système de gestion des données liées à la notification et à la prise en charge des cas de violence sexuelle. Les réflexions sur l'harmonisation des outils de collecte des données récemment amorcées avec

l'appui de l'Initiative Spotlight doivent se poursuivre pour aboutir à la mise en place d'un système adéquat de gestion des données administratives.

- Enfin, la coordination de la réponse multisectorielle devrait davantage être renforcée pour assurer plus d'efficacité et d'efficience aux interventions, en veillant à l'effectivité du fonctionnement des mécanismes de gouvernance existants, notamment la Table thématique genre, le Groupe des partenaires techniques et financiers genre, et le Groupe thématique genre des Nations Unies.

LEÇONS APPRISSES

- La mise en œuvre d'une approche intégrée de prévention de la violence sexiste, combinant les activités éducatives de proximité menées par les organisations de la société civile, le partenariat avec les médias et la mobilisation de leaders communautaire a permis de toucher une large audience dans les zones ciblées par le programme avec des messages visant à promouvoir des normes sociales, attitudes et comportements favorables à l'égalité des genres et à la prévention de la violence faite aux femmes et aux fille. Cette expérience a montré que davantage d'investissement dans la structuration et la systématisation des programmes éducatifs mobilisant les acteurs communautaires permettrait d'avoir de l'impact à plus grande échelle dans la production des transformations sociales nécessaires à l'élimination de la violence sexiste.
- Au regard de leurs contributions à la réponse, les organisations de la société civile occupent une place d'avant-garde dans le système de prise en charge des survivantes de violence, particulièrement dans les communautés affectées par la violence gangs armés. Le renforcement du mécanisme de protection communautaire et des liens entre les structures communautaires et les services institutionnelles contribuerait à optimiser la gestion des cas.
- L'initiative Spotlight a fourni une plate-forme efficace pour renforcer la coordination des actions de l'ONU, du gouvernement et de la société civile, en renforçant l'approche multisectorielle pour lutter contre la violence envers les femmes et les filles. Le renforcement et l'élargissement de ce mécanisme de coordination à d'autres partenaires va permettre de renforcer les synergies entre les programmes et assurer un meilleur alignement sur les priorités nationales.

- Les consultations départementales organisées dans le cadre du processus d'analyse du cadre légal et de révision de l'avant-projet de loi sur la violence faite aux femmes et aux filles ont montré la capacité des organisations communautaires à faire des propositions concrètes pour faire avancer les réformes légales et politiques en faveur de l'amélioration du cadre de protection des femmes et de filles contre les violences sexistes.

BONNES PRATIQUES

- Le dispositif mis en place par les partenaires de la société civile intervenant dans la zone de Port-au-Prince a prouvé son efficacité dans l'assistance aux survivantes de violence et la réalisation des activités de prévention dans les quartiers sous le contrôle ou l'influence des gangs armés. Ce dispositif consiste en un réseau de relais communautaires basés dans ces zones pour continuer à y mener des activités d'information et d'éducation sur les VFFF auprès des populations. Il comprend des leaders communautaires et des plateformes d'organisations locales de femmes. Sa mise en place permet de faciliter l'assistance aux survivantes de violence, dont la plupart sont victimes de violence sexuelle de la part des gangs armés. Une assistance à distance à travers des entretiens par zoom/teams, des appels téléphoniques, des courriels et la messagerie WhatsApp fait également partie du mécanisme et permet de faire le suivi des survivantes et de maintenir le contact avec elles. Ces acteurs parviennent également à faire de la médiation auprès des chefs de gangs armés pour permettre à des survivantes de violence sexuelle de pouvoir sortir des quartiers pour aller vers les structures de prise en charge.

PRATIQUES PROMETTEUSES

- L'expérience de la mise en œuvre de l'approche SASA ! s'est révélée une pratique prometteuse qui a démontré des résultats encourageants dans l'évolution des normes sociales. L'approche SASA ! est une stratégie de mobilisation communautaire pour prévenir la violence envers les femmes et les filles et le VIH-SIDA qui a été mise en œuvre dans plusieurs quartiers de la zone métropolitaine de Port-au-Prince et du département du Nord-Est. Plutôt que de mettre l'accent sur des réponses punitives à la violence, cette approche met l'accent sur la prévention en soulignant les avantages de la non-violence et de l'égalité et

équité entre les sexes tant pour les femmes que pour les hommes et les enfants, et l'autonomisation des femmes et filles mentors comme des agentes effectives de sensibilisation et mobilisation dans leurs communautés. Elle soutient également une analyse plus approfondie de l'impact de la violence et des causes sous-jacentes de l'inégalité entre les sexes. Le processus global de changement social généré par l'approche SASA ! est conçu pour stimuler l'activisme et le plaidoyer sur le plan local.

- La formation dans les communautés d'aidantes naturelles et ou d'animatrices sociales en prise en charge psychosociale des survivantes de violence permet de disposer d'un premier niveau d'assistance de proximité et de faciliter la référence des cas vers structures spécialisées. Ces prestataires communautaires sont connues et respectées des populations ciblées qui leur rapportent des cas qui passeraient autrement sous silence. Cela permet une première écoute qui soulage et crée la confiance chez la victime et l'animatrice sociale donne le courage d'aller vers les autres services. Cette proximité favorise la rapidité d'intervention en cas d'urgence, par exemple le respect du délai de 72 heures pour la prophylaxie dans les cas de viols. La proximité de ces prestataires avec les victimes de violences permet aussi d'assurer un suivi des consignes des autres intervenants (prise de médicaments, respect des rendez-vous, recherche de documents administratifs, etc.) souvent oubliées ou délaissées par les victimes, notamment celles qui vivent dans des zones reculées.
- Les mutuelles de solidarités (MuSo) développées par le Centre d'Animation Paysanne et d'Action Communautaire (CAPAC) constituent une pratique susceptible de contribuer à la promotion de l'autonomie et la résilience des femmes, en vue de les rendre moins vulnérables à la violence et autres formes d'abus. Grâce aux bénéfices générés par leurs épargnes et activités économiques, les survivantes de violences peuvent désormais payer la scolarité de leurs enfants, aller chez le médecin, nourrir leurs familles et contribuer à son bien-être. Au-delà de leur dimension économique, les MuSo créent un cadre de dialogue et de médiations des conflits conjugaux.

COMMUNICATION ET VISIBILITÉ

A) APERÇU GLOBAL

Les activités de communication mises en œuvre dans le cadre du programme étaient articulées autour de trois objectifs suivant le plan de communication du programme : faire connaître le programme, promouvoir les normes sociales, attitudes et comportements positifs pour l'égalité femme-homme et la prévention de la violence à l'égard des femmes et des filles, et communiquer sur les résultats du programme. Ces activités ont été réalisées aussi bien au niveau de chacune des agences, qu'au niveau de la coordination du programme. La communication pour la promotion des normes sociales, attitudes et comportements positifs a été menée en partenariat avec les organisations de la société civile et les radios locales.

▪ Partenariat avec les organisations de la société civile

Une trentaine d'organisations de la société civile a été mobilisée pour les activités de communication pour le changement social et des comportements en faveur de l'élimination de la violence faite aux femmes et aux filles. Cette communication a mis l'accent sur des initiatives phares telles que l'initiative « Homme champion », « Ecole des maries » et la mise en œuvre de l'approche SASA/ESK.

▪ Partenariat avec les media

L'accent a été mis sur le partenariat avec les radios communautaires qui sont les plus écoutées par les populations. Le programme a contribué au renforcement des capacités de journalistes et de responsables de médias dans les quatre régions d'intervention. Au total, 223 journalistes et responsables de médias ont été formés à la production et à la diffusion d'émissions sensibles à l'égalité des genres et à l'élimination de la violence faite aux femmes et aux filles. Diverses capsules audios ont été développées et diffusées sur les médias.

▪ Communication sur les réseaux sociaux

Le recours aux réseaux a permis de communiquer sur la visibilité du programme et de ses résultats. Mais il a permis également de servir de canal pour amplifier les messages invitant à promouvoir les normes sociales, attitudes et comportements positifs pour toucher un plus grand nombre de cibles.

B) MESSAGES

Les principaux messages véhiculés portent généralement sur l'ampleur du phénomène de la violence faite aux femmes et aux filles, les normes sociales positives en faveur de l'égalité des sexes et de la prévention de la violence basée sur le genre, la masculinité positive, les services d'assistance pour les survivantes de violence, la lutte contre l'impunité, le rôle de leadership des mouvements féministes. Ces messages sont destinés à des cibles variées : la population générale ; les autorités nationales ; le corps judiciaire ; la police ; les survivantes de violence et leurs familles ; les organisations de la société civile intervenant dans l'assistance aux survivantes de violence. Quelques messages diffusés sont accessibles [ici](#).

C) CAMPAGNES

Les campagnes des 16 jours d'activisme pour l'élimination des violences basées sur le genre ont été pour le programme des occasions de collaboration avec l'Union européenne pour mener des actions de communication conjointe avec la Délégation de l'Union Européenne.

▪ Campagnes d'affichage

Deux campagnes d'affichage ont été menées avec l'UE en 2020 et en 2023. Ces campagnes ont permis de diffuser par affichage sur des panneaux géants un message visant à conscientiser la population par rapport aux attitudes ou comportements portant atteinte à l'intégrité physique ou morale de la femme. Ces messages ont été également diffusés dans les réseaux sociaux des agences, des partenaires terrain et de la Délégation de l'UE.



Campagne d'affichage 2020

Campagne d'affichage 2023

- **Campagne sur les plateformes multimédia**

La coïncidence du calendrier de l'édition 2022 de la campagne des 16 jours d'activisme et de la coupe du monde de football a été une belle opportunité pour l'Initiative Spotlight et la Délégation de l'UE de mener une campagne de communication à grande échelle sur les chaînes et les réseaux de la AyiboSport, une plateforme multimédia qui avait le droit de diffusion des matchs de la coupe du monde. Le partenariat conclu entre l'UE et ce media a permis la diffusion de divers contenus produits par l'équipe de l'Initiative Spotlight sur les chaînes et les réseaux sociaux de cette plateforme multimédia, lors des **émissions** animées avant ou après les matchs ou lors des périodes de pause entre les matchs. Cette campagne a permis de toucher un grand nombre de gens, du fait de forte audience qu'avait la chaîne : 8.4 millions d'internautes ont été touchés par la diffusion de divers contenus incluant logos, messages vidéo, cartes graphiques de l'Initiative Spotlight et ses partenaires sur les réseaux sociaux et autres plateformes d'AyiboSport sur la période de la campagne ; lrd vidéos publiés ont été visionnées 29.7 millions de minutes.

D) HISTOIRES HUMAINES

- **Sortir les filles haitiennes de la violence sexuelle en Haiti**

Anaëlle* avait 11 ans lorsque le mari de sa tante commençait à abuser d'elle. Pour s'assurer que la fillette ne dise rien, l'homme menaçait de la tuer si elle le dénonce. Jusqu'à ce qu'elle trouve le courage d'en parler autour d'elle, le viol répété et régulier d'Anaëlle par cet oncle a duré cinq longues années. ([Lire l'histoire complète](#))

- **Créer un environnement protecteur pour les enfants des quartiers populaires**

Dans certains bidonvilles en Haïti, la conception de la violence est essentiellement physique. Les enfants sont alors exposés à toutes les autres formes de violence. Et ils les reproduisent en milieu scolaire ([Lire l'histoire complète](#))

- **Engagement des hommes**

Jusqu'à ses 20 ans, Wesley Defenseur croyait que l'égalité des sexes était une invention des femmes pour accuser à tort les hommes de tous leurs maux. Mais grâce à une formation sur la masculinité positive parrainée par Spotlight Initiative ([Lire l'histoire complète](#))

- **Portraits croisés de deux féministes**

Junie Samantha Pierre et Eunide Innocent ne sont pas de la même génération. Lorsque Mme Innocent commençait à s'intéresser aux droits des femmes et des filles vers les années 1995, Junie Samantha Pierre avait deux ans. Pourtant les deux femmes ont grandi dans la même ambiance familiale ([Lire l'histoire complète](#))

- **L'histoire de Charline**

- « **Je recommence à vivre !** »

- L'Initiative Spotlight garantit un accès à un appui médical, judiciaire, psychologique et psychosocial de qualité aux femmes et aux filles survivantes de violence. Charline (nom d'emprunt) a bénéficié de cet appui très précieux à temps opportun ([Lire l'histoire complète](#))

- **L'histoire de Claudine**

- Claudine avait seulement 16 ans lorsqu'elle a perdu sa mère et elle a dû ainsi arrêter sa scolarisation. Elle était devenue travailleuse domestique chez une cousine dont le mari l'a abusée sexuellement. Elle tomba enceinte et un an après avoir accouché de son enfant, elle a trouvé refuge dans un centre qui s'occupe des mineure victimes d'abus sexuels ([Lire l'histoire complète](#))

E) TÉMOIGNAGES :

- **Lamercie Charles Pierre, présidente de OFAVA, une organisation partenaire de l'Initiative Spotlight**

Mon engagement pour venir en aide aux filles et aux femmes victimes de violence, c'est à partir de 2004 lors du départ de l'ancien président Aristide. A cette époque, je travaillais à Cite Soleil. J'avais pu remarquer que les femmes et les filles sont victimes de toute sorte de violence. Soit des violence physiques, verbales, des violences sexuelles. Il y'avait des petites filles qui ont été violées par des bandits et des gangs armés. Et à cette époque-là, je me suis dit « pourquoi je ne m'engage pas à la lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles ? » ([Lire le témoignage complet](#))

- **Geraldine Alferis, Spécialiste Protection de l'enfant à l'UNICEF Haïti.**

J'ai commencé à combattre la VBG depuis 2010, de l'UNICEF en support à la BPM en passant par la MINUSTAH protection, MINUSTAH droit de l'homme Artibonite, et encore à l'UNICEF en 2015 comme spécialiste en Protection de l'enfant/VBG. Depuis mon retour à l'UNICEF, je suis responsable du suivi des cas VBG, du renforcement IBESR/BPM (sensibilisation, base de données, ligne verte 188), du programme Spotlight pour l'UNICEF en m'assurant via les partenaires d'implémentation que les survivantes aient accès à une prise en charge avec un paquet de services holistiques : référencement de cas, appui médical, appui psychologique/psychosocial, hébergement, relocalisation, appui aux familles et survivantes en microfinance pour leur résilience, etc. ([Lire le témoignage complet](#)).

PÉRENNISATION DU PROGRAMME

La stratégie de pérennisation du programme s'articule autour de trois axes : les acquis de l'Initiative Spotlight, la recherche de synergies avec d'autres programmes pouvant intégrer la problématique de la lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles, et la mobilisation de ressources additionnelles pour la poursuite et la mise à l'échelle des interventions du programme.

- **Le transfert des acquis du programme :**

L'Initiative Spotlight laissera à terme un héritage composé de plusieurs acquis. D'abord le modèle d'intervention basé sur une approche holistique et multi-sectorielle déclinée en six piliers, qui permet d'adresser la problématique de la violence faite aux femmes et aux filles dans toutes ces dimensions. Ce modèle associe un cadre de résultats avec des indicateurs de performance qui, au-delà de l'Initiative Spotlight, sert de report aux pays pour mesurer leurs progrès vers l'atteinte de l'objectif de l'élimination de la violence faite aux femmes et aux filles. Ensuite, les différents outils et protocoles développés dans le cadre du programme, que ce soit dans le cadre de la prévention ou de la prise en charge des cas de violence faite à aux femmes et aux filles, ou dans le domaine de la réponse légale, politique et institutionnelle au problème, serviront de référentiels de travail standardisés pour les acteurs gouvernementaux et de la société civile. Enfin, les systèmes d'interaction développés au niveau communautaires et les plateformes de dialogue entre les acteurs communautaires et les autorités locales sont des modèles qui peuvent servir de levier pour continuer et renforcer la lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles au niveau local s'ils sont soutenus. La prise en compte de ces acquis requiert le leadership du gouvernement.

La révision en cours du Plan national de lutte contre les violences à l'égard des femmes offre au gouvernement et aux autres parties prenantes l'occasion d'intégrer les acquis de l'Initiative Spotlight dans un programme national de réponse à cette problématique de la violence. Ce processus est conduit par le MCFDF avec la participation de la société civile et l'appui de l'Initiative Spotlight.

- **La recherche de synergie avec d'autres programmes mis en œuvre par les Nations Unies**

Des possibilités d'intégration de la problématique de la violence faite aux femmes et aux filles dans d'autres programmes gérés par les quatre agences partenaires du programme de Spotlight seront explorées. Les programmes classiques des agences, notamment dans les domaines de la Gouvernance politique et les droits humains (PNUD), le Genre, les droits humains et les violences basées sur le genre dans les situations humanitaires (UNFPA), la protection de l'enfance (UNICEF) et du mandat d'ONU Femmes pour l'autonomisation des femmes et l'élimination des violences faites aux femmes pourraient offrir des opportunités de poursuivre la mise en œuvre de certains acquis de Spotlight. Toutefois, il faut reconnaître que ces contributions seront d'une moindre envergure du fait de la limitation des ressources. Par ailleurs, le Programme des Nations Unies pour la consolidation de la paix (Peace Building Funds) auquel participent également les quatre agences offre également des opportunités de prise en compte de la violence faite aux femmes et aux filles, suivant une approche globale de réduction de la violence communautaire dans le pays.

- **Mobilisation de ressources additionnelles dédiées à l'élimination de la violence faite aux femmes et aux filles**

Au regard du faible niveau des ressources pouvant être disponibles dans le cadre d'autres programmes au niveau des agences, il importe de mobiliser des ressources additionnelles dédiées à la poursuite des efforts visant à l'accélération de l'élimination de la violence faite aux femmes et aux filles. Dans cette optique, le gouvernement et les Nations Unies ont organisé le 22 novembre 2023 une table ronde des partenaires pour attirer l'attention des parties prenantes sur le niveau alarmant de la situation de la violence, alors que le financement de l'Initiative Spotlight prend fin cette année.

ANNEXES

[Annexe A](#)

[Annexe B](#)

[Annexe C](#)

[Annexe D](#)

[Annexe F](#)

Annex A: 2023 Results Framework

Outcome 1 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
	Legal age of Marriage				
	1	1	1	1	
	Parental Authority in Marriage				
	0.5	0.5	0.5	0.5	
	Parental Authority in Divorce				
	0	0	0	0	
	Inheritance rights of Widows				
	0.5	0.5	0.5	0	
	Inheritance rights of Daughters				
	0.5	0.5	0.5	0.5	
	Laws on Domestic Violence				
	0.75	0.75	0.75	0.75	
	Laws on Rape				
	0.25	0.25	0.25	0.25	
	Laws on Sexual Harassment				
	0.75	0.75	0.75	0.75	
	National level				
Indicator 1.2 National and/or sub-national evidence-based, costed and funded action plans and M&E frameworks on VAWG/HP are in place that respond to the rights of all women and girls and are developed in a participatory manner.	Evidence-based, Participatory Development	Evidence-based, Participatory Development	Evidence-based, Participatory Development	Evidence-based, Participatory Development	There are no actions plans in place for 2023. There had been previous action plans that were considered evidence-based and participatory.
	Output Indicator				
	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
	Developed or Strengthened				
Indicator 1.1.1 Number of draft new and/or strengthened laws and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination developed that respond to the rights of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination and are in line with international HR standards, within the last year.	0	0	2	2	
Indicator 1.1.2 Number of inquiries conducted by human rights institutions on VAWG and/or gender equality and non-discrimination in the country within the last year.	0	1	2	2	Une enquête de surveillance réalisée par l'OPC dans la Grand'Anse et dans le Nord-Est
Indicator 1.1.3 Number of draft laws and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination which have received significant inputs from women's rights advocates within the last year.	0	0	3	2	
	National				
Indicator 1.2.1 Number of evidence-based national and/or sub-national action plans on ending VAWG developed that respond to the rights of all women and girls, have M&E frameworks and proposed budgets within the last year.	0	0	1	1	il s'agit des plans communaux dans le Nord-Est
	Sub-National				
	0	1	1	4	

Outcome 2 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
	Coordination Mechanism?				
Indicator 2.1 Existence of a functioning regional, national and/or sub-national coordination and oversight mechanisms at the highest levels for addressing VAWG/HP that include representation from marginalized groups.	0	Yes	Yes	Yes	
	Is there a national budget allocation?				
Indicator 2.2 Percentage of national budget being allocated to the prevention and elimination of all forms of VAWG/HP.	Yes	Yes	Yes	Yes	il existe une allocation budgétaire nationale. Par contre le pourcentage du budget alloué pour la prévention des VFF n'a pas observé un progrès au courant de la mise en oeuvre du projet pour des raisons sécuritaire.
	What is the percentage of national budgets being allocated?				
	0.1%	1.00%	1.00%	0.11%	

Indicator 2.3 Extent to which VAWG/HP is integrated in 5 other sectors (health, social services, education, justice, security, culture) development plans that are evidence-based and in line with globally agreed standards.	Health				Reporting Notes
	No Integration	N/A	Medium	Medium	
	Education				
	No Integration	N/A	No integration	No integration	
	Justice				
	No Integration	N/A	Medium	Medium	
	Security				
Medium	N/A	Medium	Medium		
Social Services					
Medium	N/A	Medium	High		
Output Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
Indicator 2.1.1 Number of institutions that develop strategies, plans and/or programmes to prevent and respond to VAWG, including for those groups of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination.	0	0	2	4	
Indicator 2.1.2 Internal and external accountability mechanisms within relevant government institutions in place to monitor GEWE and VAW/HP.	Yes	Yes	Yes	Yes	
Justice					
Indicator 2.1.3 Number of strategies, new plans and programmes of other relevant sectors (health, social services, education, justice, security, culture) that integrate efforts to combat VAWG developed in line with international HR standards, within the last year.	0	0	0	1	
Security					
	0	0	0	1	
Social Services					
	0	0	0	1	
Indicator 2.2.1 Multi-stakeholder VAWG coordination mechanisms are established at the highest level and/or strengthened, and are composed of relevant stakeholders, with a clear mandate and governance structure and with annual work plans, within the last year.	Composed of relevant stakeholders, With clear mandate and governance structure	Composed of relevant stakeholders, With a clear mandate and governance structure	Composed of relevant stakeholders, With a clear mandate and governance structure	With a clear mandate and governance structure, Composed of relevant stakeholders	
Indicator 2.3.1 Number of dedicated and multi-sectoral programmes developed that include proposed allocations of funds to end VAWG, within the last year.	0	0	1	3	

Outcome 3 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
Indicator 3.1 Percentage of people who think it is justifiable for a man to (subject) beat his wife/intimate partner.	25.5%	25.5%	25.5%	25.5%	Survey collected with stakeholders, 2020. No updates or new takes to the survey.
Female Genital Mutilation					
Indicator 3.2 a) Percentage of people who think it is justifiable to subject a woman or girl to FGM (in areas where FGM takes place)	0%	0%	0%	0%	Les MGF ne sont pas une problematique en Haiti
Child Marriage					
b) Percentage of people who think it is justifiable to subject a woman or girl child marriage.	8%	8%	8%	8%	La valeur rapportee correspond a celle de l'indicateur selon l'Enquete Mortalite, Morbidite et Utilisation des Services (EMMUS) realisee en 2017 sur l'ensemble du territoire. Seule une nouvelle enquete - en 2022 ou 2023 - permettra de mesurer l'evolution de la situation.
Output Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
In-School Programmes					
	0	0	19,517	1,850	
In-School Programmes Girls					
	0	0	10,721	1,210	
In-School Programmes Boys					
	0	0	8,796	640	
Out-of-School Programmes					
	0	7,050	23,072	40,000	
Out-of-School Programmes Girls					
	0	6,452	15,631	20,000	
Out-of-School Programmes Boys					
	0	598	7,441	20,000	
Indicator 3.2.1 Number of women, men, girls and boys who regularly attend community programmes to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including in relation to women's and girls' sexuality and reproduction, within the last year.	0	0	74,517	28,373	
Indicator 3.2.2 Number of people reached by campaigns challenging harmful social norms and gender stereotyping, within the last year.	0	0	276,702	203,429	

Indicator 3.2.3 Number of men and boys who regularly attend gender transformative programmes addressing violent masculinities and men's violence towards women and girls in community centres, schools and other relevant spaces, within the last year.	Total	0	0	4,850	300	
	Men	0	0	3,773	180	
	Boys	0	0	1,077	120	
Indicator 3.3.1 Number of news outlets that develop standards on ethical and gender-sensitive reporting, within the last year.		0	0	0	5	
Indicator 3.3.4 Number of journalists with strengthened capacity to sensitively report on VAWG and GEWE more broadly.	Journalists	0	65	223	210	
	Women Journalists	0	12	79	100	

Outcome 4 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes	
Women						
Indicator 4.1 Number of women and girls, including those facing intersecting and multiple forms of discrimination, who report experiencing physical or sexual violence and seek help, by sector.	0	224	8,274	0		
Reported						
Indicator 4.2 a) number of VAWG cases reported to the police; b) number of cases reported to the police that are brought to court; and c) number of cases reported to the police that resulted in convictions of perpetrators.	0	1,133	3,001	1,032	Progress has been made, however, there is no updated information available. Estimations are provided. As a result of the crisis, there has been an increase in the number of cases being treated. This explains why the target has been exceeded.	
	Brought to Court					
	0	15	604	225	225	Progress has been made, however, there is no updated information available. Estimations are provided.
Convictions						
0	150	364	600	600	Progress has been made, however, there is no updated information available. Estimations are provided.	
Output Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes	
Government Service Providers						
Indicator 4.1.4 Number of government service providers who have increased knowledge and capacities to deliver quality and coordinated essential services to women and girl survivors of violence, within the last year.	0	0	178	258		
	Women Government Service Providers					
0	0	178	123	123		
Women's Rights Organizations						
Indicator 4.1.5 Number of women's rights organisations who have increased knowledge and capacities to deliver quality, coordinated essential services to women and girls' survivors of violence, within the last year.	0	0	47	137		
a) Girls with Knowledge of ES						
Indicator 4.2.1 Number of women and girl survivors of violence that have increased KNOWLEDGE of a) to quality essential services, and b) accompaniment/support initiatives, including longer-term recovery within the last 12 months	28	7,504	20,938	91,911		
	a) Women with Knowledge of ES					
	344	7,489	19,562	129,718		
	b) Girls with Knowledge of longer term services					
	0	7,504	12,200	41,000		
	b) Women with Knowledge of longer term services					
0	7,489	13,146	60,500			
a) Girls with ACCESS to ES						
Indicator 4.2.2 Number of women and girl survivors/victims and their families, including groups facing multiple and intersecting forms or discrimination, that have increased ACCESS to a) to quality essential services and b) accompaniment/support initiatives, including longer-term recovery services, within the last 12 months	0	3,693	6,544	6,186		
	a) Women with ACCESS to ES					
	0	1,523	5,401	5,327		
	b) Girls with Access to Recovery Services					
	0	712	1,681	3,300		
b) Women with Access to Recovery Services						
0	786	2,680	2,570			

Outcome 5 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
Prevalence					
Indicator 5.1 Existence of globally comparable data on the prevalence (and incidence, where appropriate) of VAWG/HP, collected over time	Yes	Yes	Yes	Yes	Cet indicateur n'a pas été mesuré pour l'année 2023. Toutefois, sa constance est liée au fait que le niveau sécuritaire n'a pas permis de mesurer son progrès.
	No	No	No	No	
Incidence					
Output Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
Indicator 5.1.2 A system to collect administrative data on VAWG/HP, is in place and in line with international standards, across different sectors	N/a - does not apply	Yes	Yes	Yes	
Government Personnel					
Indicator 5.1.4 Number of government personnel from different sectors, including service providers, who have enhanced capacities to collect prevalence and/or incidence data, including qualitative data, on VAWG in line with international and regional standards, within the last year	0	0	141	88	
	Women Government Personnel				
	0	0	115	60	
Indicator 5.1.5 Number of women's rights advocates with strengthened capacities to collect prevalence and/or incidence data, and qualitative data, on VAWG	0	0	68	50	
	Government Personnel				
	0	24	65	88	
Indicator 5.2.3 Number of government personnel, including service providers, from different sectors with strengthened capacities on analysis and dissemination of prevalence and/or incidence data on VAWG, within the last year	Women Government Personnel				
	0	19	43	60	

Outcome 6 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2022)	Cumulative	Target	Reporting Notes
Indicator 6.1 Number of women's rights organisations, autonomous social movements and relevant CSOs, including those representing youth and groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalization, increase their coordinated efforts to jointly advocate on ending VAWG	0	0	38	30	
Indicator 6.2 Extent to which there is an increased use of social accountability mechanisms by civil society in order to monitor and engage efforts to end VAWG	0	6	6	6	
Indicator 6.3 Number of women's rights organisations, autonomous social movements and CSOs, including those representing youth and groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalization, report having greater influence and agency to work on ending VAWG	0	14	14	45	

Output Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2022)	Cumulative	Target	Reporting Notes
Indicator 6.1.1 Number of jointly agreed recommendations on ending VAWG produced as a result of multi-stakeholder dialogues that include representatives of groups facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.	0	0	46	20	
Indicator 6.1.2 Number of official dialogues about ending VAWG with relevant government authorities that include the full participation of women's rights groups and relevant CSOs, including representatives of groups facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.	0	2	8	12	
Indicator 6.2.1 Number of supported women's right groups and relevant CSOs using the appropriate accountability mechanisms for advocacy around ending VAWG, within the last year	0	0	55	60	
CSOs with strengthened capacities					
Indicator 6.3.1 Number of women's rights groups and relevant CSOs representing groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalization that have strengthened capacities and support to design, implement, monitor and evaluate their own programmes on ending VAWG, within the last year.	0	14	141	60	
Indicator 6.3.2 Number of women's rights groups and relevant CSOs using knowledge products developed by the participating UN agencies in the design of their own programmes on ending VAWG, within the last year	0	0	0	40	



FINAL REPORT - ANNEX B: RISK MANAGEMENT REPORT

Country Programme / Régional Programme: **Haiti**

Reporting Période: 01 January 2023 - 31 Décembre 2023

Risk Assessment			Risk Monitoring:		Addressing the Risk:	Responsible Person/Unit
Risk	Likelihood: Almost Certain – 5 Likely – 4 Possible – 3 Unlikely – 2 Rare – 1	Impact: Extreme – 5 Major – 4 Moderate – 3 Minor – 2 Insignificant – 1	Periodicity	Source for monitoring		
Contextual risks						
Dégradation de la situation sécuritaire du fait l'expansion de l'activité des gangs armés et troubles socio-politiques entraînant le blocage du pays	5	5	Mensuelle	Informations partagées par UNDSS; consultation auprès des partenaires terrain et des agences	*Faire une analyse rapide de l'impact de la crise sur la mise en œuvre du programme en concertations avec l'ensemble des parties prenantes pour évaluer les risques et mobiliser les acteurs sur les actions correctrices à prendre *Mettre en œuvre de mesures de sécurité du personnel des Nations Unies *Identifier les activités prioritaires ou non-affectées par la situation. *Adapter le chronogramme de sorte à privilégier durant la période de la crise, la mise en œuvre d'actions ne nécessitant pas le déplacement du personnel *Informier régulièrement les membres du Comité de Pilotage afin de s'assurer que l'ensemble des parties prenantes s'implique dans les activités de plaidoyer	Coordonnateur Résident/ Chefs d'agence; Coordonnateur du programme et toute l'équipe des Nations Unies.
Pénurie de carburant	3	4	Mensuelle	Informations partagées par UNDSS; consultation auprès des partenaires de terrain et des agences	*Faire une analyse rapide de l'impact de la crise sur la mise en œuvre du programme en concertations avec l'ensemble des parties prenantes pour évaluer les risques et mobiliser les acteurs sur les actions correctrices à prendre *Identifier les activités prioritaires ou non-affectées par la situation. *Mettre en œuvre la mesure alternative de télétravail	Coordonnateur Resident/ Chefs d'agence; Coordonnateur du programme et toute l'équipe des Nations Unies.
Regain d'insecurite dans l'aire metropolitaine de Port-au-Prince	3	4	Hebdomadaire	Informations partagées par UNDSS; consultation auprès des partenaires de terrain et des agences	*Mettre en œuvre des mesures de sécurité des Nations Unies *Soutenir la plateforme des relais communautaires dans les quartiers sous le contrôle des gangs armés	Coordonnateur Resident/ Chefs d'agence; Coordonnateur du programme et toute l'équipe des Nations Unies.
Catastrophes naturelles (séisme, tempête) pouvant	3	4	Mensuelle	Informations partagées par UNDSS; consultation auprès des partenaires terrain et des agences	*Participer aux rencontres du Groupe de travail VBG humaine *Réviser la planification globale, ainsi que les stratégies globales en planifiant des actions qui tiennent compte de la conjoncture environnementale *Changer les sites d'intervention en cas de crise durable.	Coordonnateur du Programme et toute l'équipe des Nations Unies.
Programmatic risks						
Insuffisance de synergie dans la mise en œuvre des interventions entraînant des duplications et des pertes de ressources	2	4	Trimestrielle	Revue des rapports des partenaires; visites de terrain	*Elaborer une cartographie des interventions par commune et la mettre déjà jour périodiquement *Organiser des rencontres de coordination au niveau départemental avec les principaux partenaires intervenant dans la zone	Coordonnateur du Programme et toute l'équipe des Nations Unies.
Insuffisances dans la capitalisation des résultats du programme entraînant la poursuite d'interventions inefficaces	3	3	Trimestrielle	Revue des rapports des partenaires; visites de terrain	*Elaborer et mettre en œuvre un plan de recherche opérationnel *Renforcer la capacité des partenaires en capitalisation des expériences *Mettre en œuvre le suivi et l'évaluation participatifs	Coordonnateur du Programme et toute l'équipe des Nations Unies.
Fiduciaire risks						
Inflation dans le pays dû à la dévaluation de la gourde.	5	4	Monthly	Responsable financier	S'assurer de l'utilisation du taux appliqués par les Nations Unies. Maintenir l'utilisation du taux mensuel UN	Responsable Financier
Assumptions:						



Spotlight Initiative

***SPOTLIGHT INITIATIVE
INNOVATIVE, PROMISING OR GOOD PRACTICES AND KNOWLEDGE PRODUCTION REPORT (ANNEX D)***

***COUNTRY/REGION: HAITI
REPORTING PERIOD: 01 JANUARY 2020 - 31 DECEMBER 2023***



Section A: Innovative, Promising and Good Practices

Guidance and Template on Innovative, Promising and Good Practices

As a **Demonstration Fund**, the Spotlight Initiative aims to demonstrate how a significant, concerted and comprehensive investment in ending violence against women and girls (EVAWG) and gender equality can make a lasting difference in the lives of women and girls and in the achievement of all SDGs. It is thus critical that innovative, promising and good practices, in the field of EVAWG and in the context of implementing a “new way of working”, have the **potential for adaptability, sustainability, replicability and scale-up**.¹ This is both within the UN system and with various stakeholders to maximize the transformative potential of the Initiative. It is critical that these practices are documented and shared widely for uptake and continuous improvement to contribute to the evidence base and eliminate violence against women and girls.

This brief guidance and template ensures a common understanding of “**Innovative, Promising and/or Good Practices**” in the Spotlight Initiative. It provides a set of criteria to determine whether a practice is innovative, promising, or good, as well as a template for documentation. Please see the definitions just below / on the next page for further clarification.²

Definition of an Innovative Practice

¹ Guidelines on good practices, UNHCR. 2019. Accessible here: <https://www.unhcr.org/5d15fb634>

² Good Practice Template, FAO. 2016. Accessible here: <http://www.fao.org/3/a-as547e.pdf>



State of a practice: good practice or promising practice?

The following set of criteria will help you to determine whether a practice is a good practice:

	Innovation, experience	Promising practices	Good practices	Policy, principles, norms
Level of evidence	Minimal objective evidence, inferences from parallel experiences and contexts. Lessons learned need to be drawn.	Unproven in multiple settings, anecdotal evidence, testimonials, articles, reports. Existing lessons learned that need to be further elaborated.	Evidence of impact from multiple settings, several evaluations, meta-analysis, expert review, cost-efficiency analysis, good practice criteria. Lessons learned integrated.	Proven in multiple settings, replication studies, quantitative and scientific evidence.
Replicability potential and applicability	New idea, no previous experience, highest risk.	High risk, but potential for further investigation.	Demonstrated replicability, limited risk for replicability.	Consistently replicable, widely applicable.

Adapted from Hancock, J. (2003): *Scaling-up for increased impact of development practice: Issues and options in support of the implementation of the World Bank's Rural Strategy. Rural Strategy Working Paper, World Bank, Washington D.C.*



An **innovative practice** is a **new solution** (method/idea/product) with the **transformative ability to accelerate impact**. Innovation can entail improved ways of working with new and diverse partners; can be fuelled by science and technology; or can involve new social and business models, behavioural insights, or path-breaking improvements in delivering essential services and products, among other solutions. It does **not** have to involve technology; most important is that **innovation is a break from previous practice with the potential to produce significant positive impact**.³

Definition of a **Promising Practice**

A **promising practice** has demonstrated a **high degree of success in its single setting**, and the possibility of replication in the same setting is guaranteed. It has generated some quantitative **data** showing positive outcomes over a period of time. A promising practice has the **potential** to become a good practice, but it doesn't yet have enough research or replication to support wider adoption or upscaling. As such, a promising practice incorporates a process of continuous learning and improvement.

Definition of a **Good Practice**

A **good practice** is not only practice that is good, but one that **has been proven to work well and produce good results** and is therefore recommended as a model. It is a successful experience that has been **tested and validated**, in the broad sense, has **been repeated and deserves to be shared**, so that a greater number of people can adopt it.

³ Please refer to the "[Spotlight Initiative Guidance on Innovation](#)" for more information.



<p>Title of the Innovative, Promising or Good Practice</p>	<p>Les mutuelles de solidarité, une approche de soutien socio-économique aux femmes survivantes de violence</p>
<p>Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address?</p>	<p>L'initiative "Mutuelle de solidarité" (MuSo) est une réponse à la dépendance économique des femmes survivantes victimes de violences. Il est à la fois un outil de financement populaire, un groupe d'entraide et un espace d'éducation sur la violence sexiste. Depuis 2020 dans le cadre de l'initiative Spotlight, l'ONG CAPAC (Centre d'Animation Paysanne et d'Action Communautaire) a développé ce système de caisse de solidarité entre les femmes pour permettre, non seulement une accumulation de l'épargne et des octrois de crédits adaptés aux besoins, mais aussi faciliter l'accès à une caisse de prévoyance et à des financements externes. Ce projet qui vise l'autonomisation des survivantes de violence et des femmes vulnérables en général, s'inscrit dans le cadre des piliers 3 et 4 de l'Initiative Spotlight.</p>
<p>Objective of the practice:</p>	<p>Les MuSo ont pour objectif d'améliorer les conditions socio-économiques des femmes et filles survivantes de violence sexuelle, de celles souffrant des pathologies gynécologiques et d'autres femmes vulnérables de la société, afin d'accroître leur performance. Le Projet regroupe ses bénéficiaires en mutuelle et supervise l'évolution.</p>
<p>Stakeholders involved:</p>	<p>Femmes et filles survivantes de violence ou en situation de vulnérabilité.</p>
<p>What makes this an innovative, promising, or good practice?</p>	<p>La mise en œuvre du projet a permis d'établir divers constats. Sur le plan financier, les MuSo offrent aux membres la possibilité d'épargner et de constituer une caisse de secours en vue de répondre à leurs besoins primaires. Le mécanisme d'octroi de crédits aux membres, qui est rapide, simple, sans exigence de garantie et avec un taux d'intérêt faible répond bien aux besoins des femmes survivantes.</p> <p>Sur le plan social, les MuSo de par leurs principes de fonctionnement et leurs activités régulières permettent aux membres d'acquérir des compétences en matière d'organisation et de gestion.</p> <p>La décentralisation de la gestion des mutuelles permet de mieux répondre à des besoins identifiés localement par les femmes survivantes de violence. Les MuSo contribuent ainsi à l'intégration du genre dans les actions de gouvernance locale.</p>
<p>What challenges were encountered and how were they overcome?</p>	<p>La persistance de la pauvreté avec une tendance marquée sur les femmes a un impact sur leur pouvoir économique et les expose à des risques de vulnérabilité à la violence des hommes ;</p> <p>- Perturbation de taux de change de la monnaie locale par rapport aux pesos dominicains. Ce qui ne garantit pas toujours les bénéficiaires à bien exercer leurs petits commerces.</p>



Spotlight Initiative

	<p>- L'insécurité dans certaines zones reste un facteur favorisant des enlèvements, visites nocturnes, pillages, tueries et des cas des viols de différentes formes. Cette situation provoque des chocs profonds et fréquents à la population victime ;</p>
Outputs and Impact:	<p>Au total 20 mutuelles ont été mises en place au cours des quatre années de mise en œuvre de l'Initiative Spotlight, avec 534 adhérents en novembre , dont 94% de femmes. Grâce aux mutuelles, plusieurs activités génératrices de revenus (AGR) communautaires dans le domaine agricole, de l'élevage et du petit commerce ont été montées. En adhérant aux Mutuelles de Solidarité et au réseau d'entraide que ces dernières génèrent, les femmes survivantes de violence et des femmes vulnérables ont renforcé leur capital social et leur capacité à gérer les risques. Les MuSo jouent donc un rôle important en réduisant le sentiment d'isolement et d'impuissance.</p> <p>Grâce aux bénéfices générés par l'épargne, les survivantes de violences arrivent désormais à payer la scolarité de leurs enfants, aller se faire soigner à l'hôpital en cas de maladie, nourrir leurs familles et contribuer à leur bien-être.</p>
Adaptable (Optional)	<p>Les mutuelles de Solidarité sont développées par les femmes dans leurs communautés. Cela constitue le meilleur moyen d'adaptation du programme par ces dernières en raison de leurs connaissances du milieu. Elles pourront l'adapter aux défis rencontrés et faire face aux circonstances pour favoriser la mise en œuvre.</p>
Replicable/Scale-Up (Optional)	<p>Il est envisagé de mettre en place cette initiative dans d'autres communes du département du Nord-Est en collaboration avec les autres partenaires de l'Initiative Spotlight, afin de renforcer la prise en charge multidisciplinaire des survivantes de violence.</p>
Sustainable	<p>Ces regroupements sont donc un outil de pérennisation des activités de réinsertion économique des survivantes victimes de violences. Ce qui expliquerait leur orientation vers l'idée de se structurer en Organisation Communautaire de Base pour assurer la durabilité de l'action. Les MuSo créent un centre de dialogue et des médiations des conflits conjugaux, notamment par le biais des sensibilisations des leaders locaux sur l'adhésion dans les MuSo.</p>
Validated (for a good practice only):	<p>L'approche MuSo est bien comprise dans la communauté, ses actions ont positivement des impacts sur la vie socio-économique de ses membres pour la plupart des femmes victimes de violences qui exercent des AGR dans les communautés ciblées.</p>
Additional details and contact information:	<p><u>Personne à contacter :</u> Herby Cadet, Programme Officer UNICEF - Haiti Email : hcadet@unicef.org</p>





**Spotlight
Initiative**

Title of the Innovative, Promising or Good Practice	Les Espace filles
Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? ?)	<i>L'initiative Espace filles est un modèle d'éducation qui vise à accompagner les adolescentes et les jeunes filles dans le processus de construction des compétences de vie pour leur permettre de faire face aux contraintes, difficultés, menaces de la vie sociale, communautaire et familiale, et de leur permettre d'agir de manière autonome pour prévenir les violences familiales. Il s'agit d'une initiative locale soutenu dans le Nord-Est par l'Asosyasyon Fanm Solèy Dayiti (AFASDA) dans six communes (Fort Liberté, Trou du Nord, Terrier-Rouge, Ouanaminthe, Mont-Organisé et Mombin Crochu).</i>
Objective of the practice:	<i>La pratique vise à accompagner les filles dans la la construction d'actifs sociaux ou compétences de vie des adolescentes, filles et des femmes pour leur permettre de faire face aux contraintes, difficultés, menaces que la vie sociale/communautaire/familiale leur impose, et de leur permettre d'agir de manière autonome pour prévenir et éviter les violences familiales</i>
Stakeholders involved:	<i>Le fonctionnement des Espaces filles repose sur l'implication des mentors, des filles participant aux activités, les parents qui autorisent leurs enfants à adhérer aux espaces et l'organisation de la société civile qui accompagne l'initiative.</i>
What makes this an innovative, promising, or good practice?	<i>La mise en place des Espaces Filles s'appuie sur un processus en plusieurs étapes clés : le dialogue communautaire avec les parents et les leaders sur la mise en place de l'action afin d'avoir leur adhésion ; la mise à disposition d'un espace par la communauté identification et formation des mentors par l'organisation ; l'enregistrements des filles désireuses de participer aux activités des espaces. Les mentors sont formés en relation d'aide, le style d'apprentissage, l'estime de soi, le genre, les droits de l'enfant, la confiance en soi, le développement de l'empathie, les techniques d'animation et l'utilisation de curriculum selon l'approche SASA.</i>
What challenges were encountered and how were they overcome?	<i>Le défi majeur rencontré dans la mise en place de ces espaces a été l'obtention de l'adhésion des parents. L'organisation de dialogues communautaires a permis d'expliquer l'initiative aux parents et aux leaders communautaires, qui se sont engagés à la soutenir. Une fois cette adhésion obtenue, les communautés ont par la</i>





Spotlight Initiative

	<i>suite facilité le choix des mentors qui doivent encadrer les filles. Les espaces physiques où les filles se retrouvent hebdomadairement sont aussi fournis par les communautés (église, école, siège d'une OSC, etc.)</i>
Outputs and Impact:	<i>Au cours des trois dernières années, plus de 9,000 adolescentes de 10-19 ans dans 42 Espace filles dans le département du Nord-Est ont régulièrement participé aux séances hebdomadaires d'éducation animées des jeunes femmes mentors. Grace aux apprentissages, ces filles sont outillées pour : adopter des comportements sociaux égalitaires, y compris la tolérance zéro à l'égard de la violence ; s'engager activement dans la prise de décision sur leur choix de vie ; avoir un accès sans obstacle aux services de qualité en matière de santé sexuelle et reproductive et de violence liée au sexe afin de jouir d'une autonomie corporelle. "J'ai appris à gérer les relations sexuelles et à parler à mes parents et à mes amis des différents types de violence sexuelle, émotionnelle et physique que subissent les femmes en Haïti", a déclaré Madeline Joseph, 18 ans, une participante aux activités de l'Espace de la Commune de Mont-organisé. Ce changement contribue à une mobilisation des filles en faveur de la défense des droits des femmes et des filles et la prévention de la VFFF et à plus long terme dans leurs communautés</i>
Adaptable (Optional)	<i>Les collectivités locales pourraient s'approprier facilement cette initiative, en l'intégrant dans des projets d'éducation sociale et culturelle tels que les clubs de lectures, les centres de jeunes et autres espaces socio-récréatifs.</i>
Replicable/Scale-Up (Optional)	
Sustainable	<i>L'appropriation de l'initiative par les communes permettrait de le pérenniser. Le soutien prévu de l'Initiative Spotlight à l'intégration du genre et de la lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles est une opportunité pour atteindre cet objectif.</i>
Validated (for a good practice only):	<i>"J'ai appris à gérer les relations sexuelles et à parler à mes parents et à mes amis des différents types de violence sexuelle, émotionnelle et physique que subissent les femmes en Haïti", témoigne une participante aux activités de l'Espace de la Commune de Mont-organisé. Les parents reconnaissent que leurs enfants adoptent des comportements positifs du fait de leur participation aux activités des Espaces Filles.</i>
Additional details and contact information:	<u>Personne à contacter :</u> Marie Josée DESROSIERS-SALOMON, Programme Manager UNFPA, Haiti Email : salomon@unfpa.org



Section B: Knowledge Production

<i>Title of Knowledge Product</i>	<i>Product type(s)*</i>	<i>Brief Description & Purpose</i>	<i>Date completed</i>	<i>Link to Knowledge Product</i>
<i>Connaître leur corps et comprendre la violence à l'encontre des femmes et des filles en Haïti</i>	<i>Magazines/ Newsletters</i>	<i>Promotion du modele innovant</i>	<i>1er fevrier 2022</i>	https://haiti.unfpa.org/fr/news/connaître-leur-corps-et-comprendre-la-violence-%C3%A0-lencontre-des-femmes-et-des-filles-en-ha%C3%AFti
<i>Presentation des Realisations d AFASDA</i>	<i>Infographivs video</i>	<i>Aprecier les resultats d'un partenaire local finance a travers le consortium Genre coordonne par URAMEL</i>	<i>26 janvier 2022</i>	https://drive.google.com/file/d/1G8oKpTfGfXU9U12vtLiBpMwSFT1qhOo/view
<i>Capitalisation des espaces surs</i>	<i>Video goodpractices</i>	<i>Demontrer l'appropriation communautaire pour al prise en cahrge psychosociale des survivantes de VBG</i>	<i>1ere version 25minutes (janvier 2022 Version courte 6mins (mars 2022)</i>	https://wettransfer.com/downloads/5cf3eb45ccbaf849d930849976d6167420220203143135/65e95da9387ec9f915c5ddd8f5aa463420220203143443/e11fcb
<i>Evaluation rapide des influences sociales des espaces-filles du Nord-Est ayant une forte incidence sur le comportement des individuss (parents& filles)et leurs attitudes vis avis des questions VBG dans la Communaute</i>	<i>Rapid Participatory Assessments</i>	<i>Avoir la perception rapide de la communauté sur les espaces –filles en particulier les parents en vue d'innover en 2022</i>	<i>Octobre 2021</i>	https://drive.google.com/file/d/1VprSHy_wrx6iaemb3gO4O3DOOocWMxS/view





Spotlight Initiative

<i>Etude de l'impact des crises, des catastrophes naturelles et des déplacements sur les formes et l'incidence de la violence familiale et de la VFFF en Haïti</i>	<i>Etude</i>	<i>L'étude vise à démontrer l'impact des crises, des catastrophes naturelles et des déplacements sur les formes et l'incidence de la violence familiale et de la VFFF en Haïti, afin d'intégrer les interventions fondées sur des données probantes dans les initiatives de gestion des désastres naturels et de relèvement</i>	<i>Rapport final, juillet 2022</i>	https://drive.google.com/file/d/1Oxvvg19J3q7hb66sq15rRNkBpkv3T0k3/view?usp=share_link
<i>Concert avec un ambassadeur de l'Unicef sur le lancement de la campagne de 16 jours d'activisme.</i>	<i>Infographics/video</i>	<i>Dénoncer les auteurs de violences basées sur le genre.</i>	<i>26 novembre 2021</i>	https://fb.watch/aKS0lJaWHK/
<i>Dénonciation de la violence faite aux femmes</i>	<i>Video</i>	<i>Mettre en exergue la violence à l'égard des femmes par l'intermédiaire de l'histoire d'une survivante</i>	<i>17 juin 2021</i>	https://fb.watch/aKSfyTC_r1/
<i>La violence domestique et ses conséquences</i>	<i>Brochures</i>	<i>Sensibiliser le public sur la violence à l'encontre des femmes et des filles</i>	<i>31 décembre 2022</i>	https://drive.google.com/file/d/1ai4IUCOPjVJlw4_OoEn4MgG9acQnQWV3/view?usp=sharing
<i>Guide de formation sur les normes sociales.</i>	<i>Modules de formation et guide/ Capacity Development Modules</i>	<i>Développer des modules ciblant les adolescents/tes afin de promouvoir les normes sociales positives favorables à un environnement non violent.</i>	<i>31 décembre 2022</i>	(1) https://docs.google.com/document/d/1t2lYDeu7lOoqWTnC6OllNThSdK-2M7J/edit?usp=sharing&oid=103640400342497926822&rtpof=true&sd=true ; 2) https://drive.google.com/file/d/19C54-lynHMPsAHZpt1C_BfiVojuU5wPS/view?usp=sharing ; 3) https://drive.google.com/file/d/1





Spotlight Initiative

				oi5jJirQkBOIGz8BugCwj3mult10DjBC/view?usp=sharing
<i>Ti Koze sou Jounen Entènasyonal Eliminasyon Vyolans Sou Fanm ak Tifi</i>	<i>Infographics/vid eo</i>	<i>Promouvoir les droits des femmes</i>	<i>25 novembre 2021</i>	https://fb.watch/oqZqECFLt3/
<i>ANBA KAFE</i>	<i>Feuilleton radiophonique/ Spot audio.</i>	<i>Sensibiliser la population sur les effets et conséquences de la violence contre les femmes et les filles</i>	<i>31 janvier 2022</i>	https://drive.google.com/file/d/1aosK7k9KBh2KqMsZQxVdEJdbkkUuxy1q/view?usp=sharing



Spotlight Initiative



List of equipment / vehicles / remaining major supplies and its end-use upon completion of the Spotlight Initiative programme

Programme: SPOTLIGHT INITIATIVE PROGRAMME: ELIMINATING VIOLENCE AGAINST WOMEN AND GIRLS (EVAWG)

No.	Item description	Agency	Agency reference, if any	No. of units	Total cost in USD
Transferred to Fondation Toya					
1	Notebook Computer HP 470 G7	UN Women	Serials: 5CG02841D2; 5CG02840TC; 5CG0284DR1; 5CG0284DQQ;	4	\$ 6,024.00
Subtotal					\$ 6,024.00
Transferred to OFAVA					
1	Notebook Computer Lenovo Thinkpad T14s Gen 3	UN Women	Tag numbers: HT130-670; HT130-668; Serial numbers: PF41LRPQ, PF41LRMP	2	\$ 3,370.00
2	Fan with Stand	UN Women	equipment purchased by OFAVA	12	\$ 725.33
3	Tank Gaz Propane 25 LBS	UN Women	equipment purchased by OFAVA	2	\$ 90.67
4	Inverter Ecotrace –ET 4024 4 KWDC-120VAC	UN Women	equipment purchased by OFAVA	1	\$ 1,073.33
5	Solar Panel Mono 450W	UN Women	equipment purchased by OFAVA	6	\$ 1,441.33
6	Battery Trojan T-105 TROJAN 6V 225A	UN Women	equipment purchased by OFAVA	6	\$ 1,360.00
7	DC Combiner BOX 500VDC 4 String	UN Women	equipment purchased by OFAVA	1	\$ 352.67
8	Solar Controller 100 A	UN Women	equipment purchased by OFAVA	1	\$ 231.19
9	Four à gaz COOKER 5G Black	UN Women	015PW30WCR186N	1	\$ 327.41
10	Freezer WBXN-3923 13	UN Women	WBEQ-4021	1	\$ 554.07
11	Dell Opti Plex Desk Computer	UNICEF		2	\$ 2,480.00
12	Dell 19" flat panel LED Monitor	UNICEF		2	\$ 360.00
13	Sofa	UNICEF		1	\$ 757.75
14	Chaise Metallique	UNICEF		24	\$ 1,440.00
15	lits superposé	UNICEF		12	\$ 3,240.00
16	matelas en foam 1 place et demi	UNICEF		24	\$ 2,880.00
17	ventilateurs sur pied	UNICEF		24	\$ 1,440.00
18	Tables 8 couvert	UNICEF		6	\$ 1,200.00
19	Congelateurs	UNICEF		1	\$ 1,200.00
20	Chaises plastiques	UNICEF		12	\$ 1,200.00
21	Four a gaz/ Bombe / tube	UNICEF		3	\$ 1,300.00
22	Classeurs métalliques à 4 tiroirs	UNICEF		2	\$ 1,200.00
23	televiseur 42"	UNICEF		1	\$ 1,100.00
24	Projecteur	UNICEF		1	\$ 1,300.00
25	Fer a repasser	UNICEF		12	\$ 360.00
26	melangeur	UNICEF		2	\$ 150.00
27	extincteurs	UNICEF		2	\$ 350.00
28	Couvre -lits / taies d'oreiller/oreiller	UNICEF		24	\$ 1,450.00
Subtotal					\$ 32,933.75
Transferred to (HAGN)=> equipment purchased by HAGN					
1	Mobile Phone Samsung A04-26 SM-A135M/DS	UN Women	Serial: RF8T80KNNCD	1	\$ 158.46
Subtotal					\$ 158.46
Transferred to BPM					
1	Ordinateur complet	UNICEF		1	\$ 1,280.00
2	Laptop	UNICEF		1	\$ 800.00
3	Imprimante	UNICEF		1	\$ 400.00
4	bureaux	UNICEF		8	\$ 2,400.00
5	Chaises de bureau	UNICEF		12	\$ 2,400.00
6	Chaise simple	UNICEF		24	\$ 1,440.00
7	classeurs métalliques à 4 tiroirs	UNICEF		12	\$ 2,400.00
8	ventilateurs sur pied	UNICEF		12	\$ 720.00
9	téléviseurs 40"	UNICEF		2	\$ 800.00
10	blinder	UNICEF		1	\$ 50.00
11	matelas en foam 1 place et demi	UNICEF		12	\$ 1,440.00
12	draps	UNICEF		24	\$ 1,200.00
13	fourreaux	UNICEF		24	\$ 1,200.00
14	taies d'oreiller	UNICEF		12	\$ 240.00
15	panneaux	UNICEF		12	\$ 3,000.00
16	batteries	UNICEF		12	\$ 1,440.00
17	inverter	UNICEF		2	\$ 4,400.00
18	régulateur	UNICEF		1	\$ 1,200.00
Subtotal					\$ 26,810.00
Transferred to PESADEV => equipment purchased by PESADEV					
1	HP ALL IN ONE INTEL PENTIUM SILVER PROCESSOR 8GB SDRAM 256 GB. FULL HD DISPLAY	UN Women	Serial: 06446-16-04076; 06543-15-05601	2	\$ 1,136.20
2	Laptop HP 15.6" Intel core i3		Serials: 4J5Q2UA#ABA; 5F4Q3UB#ABA	2	\$ 659.98
3	Printer HP Officejet pro All-in-one	UN Women	Serial: TH335SR11T	1	\$ 224.89
Subtotal					\$ 2,021.07

Transferred to Direction Generale de la Protection Civile (DGPC)

1	Laptop Lenovo	PNUD	ThinkPad X1, i7, 16 GB, Long battery life, Windows 11	2	\$	5,998.00
2	Desktop Lenovo	PNUD	All in One 23", i5, 16GB, Touch screen, Windows 11 Pr	1	\$	1,295.00
Subtotal						\$ 7,293.00

Transferred to Ministere a la Condition Feminine et aux Droits de la Femme (MCFDF)

1	Kit Solaire pour la ligne d'ecoute (Inverter, regulateur, batteries, panneaux et accessoires)	PNUD	NA	2	\$	9,925.00
2	Kit Solaire pour les Coordinations Departementales (Inverter, regulateur, batteries, panneaux et accessoires)	PNUD	NA	4	\$	9,473.00
3	File Cabinet 4 Drawers	PNUD	NA	3	\$	1,021.49
4	Conference table	PNUD	NA	2	\$	4,477.14
5	Smart TV 65" with pivot wall mount	PNUD	NA	1	\$	980.00
6	Laptop Lenovo, 12 GB, Windows 10 Pro, 15.6"	PNUD	NA	3	\$	3,050.10
7	Color laser jet printer, multifunctions	PNUD	NA	1	\$	3,159.60
8	Samsung Galaxy S20FE 128GB Factory Unlock	PNUD	NA	4	\$	1,869.00
9	Sony HXR-MC88 Full HD Camcorder	PNUD	NA	2	\$	5,503.00
10	13-inch MacBook Pro-Space Gray - Hardware	PNUD	NA	2	\$	5,399.00
11	HP Newest Laptop,15.6"Full HD Touchscreen,Intel Core i7- 1165G7,16GB RAM	PNUD	NA	2	\$	2,471.00
12	External Hard Drive 1TB	PNUD	NA	3	\$	249.00
13	Cle USB 128GB	PNUD	NA	3	\$	78.00
14	Sony Pro VPL-PH251 3LCD Laser Projector; 4K 60P Input Support; 5800 Lumens	PNUD	NA	1	\$	4,465.00
15	Camera Phone Mount Tripod Holder-ULANZI ST-10 Metal Dual Cold	PNUD	NA	1	\$	52.00
16	Blackmagic Design ATEM Mini Pro HDMI Live Stream Switcher	PNUD	NA	1	\$	435.00
17	Sony MDR7507 Professional Large Diaphragm Headphone	PNUD	NA	2	\$	311.00
Subtotal						\$ 52,918.33

Transferred to Ministere de la Planification et de la Cooperation Externe (MPCÉ)

1	Imprimante HP Color Laser	PNUD	Jet Pro MFP 479 FDW	1	\$	1,100.00
2	Laptop Lenovo,	PNUD	i7, 16GB, Windows 10 Pro	2	\$	2,800.00
3	Laptop Lenovo,	PNUD	i7, 16GB, Windows 10 Pro et un sac a dos	1	\$	1,647.43
Subtotal						\$ 5,547.43

Transferred to Comite Interministeriel des Droits de la Personne (CIDP)

1	Laptop Dell Inspiron,	PNUD	12 GB, Windows 10 Pro, 15.6"	6	\$	9,440.00
2	Laptop HP,	PNUD	i7, 11eme generation, 16GB,	6	\$	9,204.00
3	Laptop Lenovo,	PNUD	12 GB, Windows 10 Pro, 15.6"	3	\$	3,050.10
Subtotal						\$ 21,694.10

Transferred to Office de la Protection du Citoyen (OPC)

1	Logitech Rally Plus UHD 4K	PNUD	NA	1	\$	3,330.00
2	TV 70"	PNUD	NA	1	\$	1,690.00
3	Climatiseur Westpoint, 36000 BTU	PNUD	NA	2	\$	3,213.39
4	JBL EON208P Portable All-in-One 2 Way	PNUD	NA	1	\$	1,150.00
5	Laptop DELL Inspiron 13", 16 GB Memory, 512 GB Storage	PNUD	NA	1	\$	1,645.00
6	Laptop Lenovo Thinkpad T490, 14", 8 GB RAM 500GB SSD Hardrive	PNUD	NA	1	\$	1,760.00
7	Laptop Lenovo ThinkPad E14 Gen 2 Business, 16GB RAM, 512GB PCIe SSD	PNUD	NA	1	\$	1,695.00
8	Laptop Lenovo ThinkPad E14 Gen 2 Business, 16GB RAM, 512GB PCIe SSD	PNUD	NA	1	\$	1,695.00
9	Laptop Apple Mack Book Pro 13"	PNUD	NA	1	\$	2,195.00
10	Samsung Galaxy Tab A7- Android 11 - 4G LTE - 8.5" - 32GB - 3G RAM	PNUD	NA	6	\$	2,371.26
Subtotal						\$ 20,744.65

Transferred to CAPAC (Purchased by CAPAC)

1	Cles USB	UNICEF	32GB		\$	106.37
2	Imprimante et Ancres Laser	UNICEF	Jet Pro M452 Color-15x20x23		\$	2,542.56
3	Ordinateur portable HP,	UNICEF	HP, 15Inc 8GB-I5, 256GB , Windows 11		\$	1,086.57
4	Router Hainet	UNICEF	NA		\$	521.35
Subtotal						\$ 4,256.85

Transferred to RAPHA INTERNATIONAL

1	Desktop	UNICEF	HTPPS017	1	\$	873.12
2	Living Room Set Frames	UNICEF	NA	1	\$	23,900.00
Subtotal						\$ 24,773.12

Transferred to (PNH) Purchased by UN Women and UNDP for PNH						
1	Video Projector NEC NP-MC453X	UN Women	Serials: 01153728 2500582LG; 01153728 2300034LG; 01153728 2500579LG; 01153728 2300040LG; 01153728 2500573LG; 01153728 2400291LG; 01153728 2500581LG; 01153728 2300029LG; 01153655 2401105LG; 01153655 2401101LG; Serials: MJ0L2NMS; MJ0L2NML; MJ0L2NMD; MJ0L2NMC; MJ0L2NN6; MJ0L2NNH; MJ0L2NLP; MJ0L2NLW; MJ0L2NKW; MJ0L2NKD; MJ0L2NL1; MJ0L2NKR; MJ0L2NKH; MJ0L2NM6; MJ0L2NNZ; MJ0L2NLB; MJ0L2NMS; MJ0L2NNO; MJ0L2NMC; MJ0L2NME; MJ0L2NLH; MJ0L2NMN; MJ0L2NKZ; MJ0L2NNB; Serials: R28WB02MQ9T; R28WB02RFJD; R28WB02RDDW; R28WB02L67B; R28WB02LWAM; R28WB02RD7T; R28WB02MR4Y; R28WB02L6BL; R28WB02NHGW; R28WB02N68H; R28WB02M0WF; R28WB02NLQD; R28WB02RFLP; R28WB02RDGA; R28WB02RCGH; R28WB02LZ5Z; R28WB02MGOK; R28WB02L69T; R28WB02LC9N; R28WB02N7HE; R28WB02RCHZ; R28WB02N66I; R28WB02LBEA; R28WB02R9L; R28WB02NJB8	10	\$	15,350.00
2	Desktop computer (Lenovo ThinkCentre M70s Gen 3 SFF) + 24-inch Monitor + UPS	UN Women	M06606488; M066019284	24	\$	35,328.00
3	Mobile Phone Samsung Galaxy A24 + screen protector + case + cable	UN Women	Chassis Number: LLCLGL307RA107522; LLCLGL305RA107521; LLCLGL304RA107557; LLCLGL303RA107565; LLCLGL301RA107533; LLCLGL302RA107511; LLCLGL300RA107524; LLCLGL303RA107503; LLCLGL302RA107542; LLCLGL302RA107539; LLCLGL303RA107534; LLCLGL306RA107544; LLCLGL307RA107553; LLCLGL30XRA107515; LLCLGL303RA107520; LLCLGL303RA107517; LLCLGL304RA107543; LLCLGL308RA107531; LLCLGL300RA107541; LLCLGL30XRA107501; LLCLGL309RA107506; LLCLGL308RA107514; LLCLGL306RA107494; LLCLGL30XRA107546; LLCLGL305RA107535; VNBRR4C7F0; VNBRRQC86WS; VNBRR4BC65; VNBRR3Y6FR; VNBRR4BC6N; VNBRR331VN; VNBRR3Y77F; VNBRR831XC; VNBRR831V3; VNBRR3Y7PD; VNBRR831XS; VNBRR3Y7KZ; VNBRR8320F; VNBRR3Y7M7; VNBRR3Y7NA	25	\$	7,625.00
4	Digital Camera Kodak PIXPRO AZ405	UN Women	M06606488; M066019284	2	\$	550.00
5	Motorcycle Loncin 200cc Cross LL200 Enduro Black	UN Women	N/A	25	\$	59,250.00
6	Multifunction printer HP Laserjet Pro MFP M283 fdw (+ additional toner set)	UN Women	N/A	15	\$	20,415.00
7	USB Flash Drive Strontium 64 GB	UN Women	N/A	32	\$	960.00
8	Megaphone	UN Women	N/A	15	\$	825.00
9	Standard Office Desk DL073A size (HxWxD): 750x1200x600 mm [with 3 drawers]	UN Women	N/A	28	\$	12,829.99
10	Office Chair AZ01CATL	UN Women	N/A	30	\$	12,219.04
11	Metallic Folding Chair	UN Women	N/A	170	\$	6,058.61
12	4-drawer Metallic File Cabinet DL-032 Size (HxWxD): 1315x308*630 mm	UN Women	N/A	25	\$	3,818.45
13	Water cooler WestPoint WFC-1021.T.1	UN Women	377 600148; 377 600008; 377 600136; 377 600027; 364 500177; 364 500014; 364 500017; 377 600122; 364 500091; 364 500075; 364 500008; 364 500162; 364 500240; 377 600114; 364 500134; 364 500111; 377 600036; 364 500204; 377 600097; 364 500154; 364 500254; 373 600144; 364 500214; 373 600144; 364 500197	25	\$	8,909.71
14	Refrigerator WestPoint WRN-1020.E.1	UN Women	939 7780142; 939 7780134	2	\$	814.60
15	Coffee Maker WestPoint 1.25L	UN Women	202145 1138; 202145 1139	2	\$	122.19
16	Microwave oven General Electric JEM3072 DHWW	UN Women	540I511310134261300038; 540I511310134261300081	2	\$	509.13
17	Rechargeable Portable Fan with Stand Lever Moving Power Supply Fan - S18	UN Women	N/A	26	\$	2,117.97
18	Camping cots with strong crossbar steel frame size: 1930x630x300 mm	UN Women	N/A	26	\$	2,117.97
19	First Aid Kit	UN Women	N/A	15	\$	901.15
20	Motocyclette	PNUD	NA	17	\$	58,475.00
21	Dell Optiplex Desktop Computer	PNUD	NA	4	\$	3,940.00
22	Dell 24" Flat Panel LED Monitor	PNUD	NA	4	\$	1,180.00
23	Sound device -Bluetooth Outdoor Speaker	PNUD	NA	4	P	3,892.29
24	Kit energetique renouvelable	PNUD	NA	1	\$	5,015.57
25	Water cooler	PNUD	NA	4	\$	847.20
26	Coffe maker	PNUD	NA	2	\$	90.77
27	Refrigerator	PNUD	NA	1	\$	272.31
28	Microwave	PNUD	NA	2	\$	264.75
29	Samsung Galaxy A34 5G 128GB, screen protector, case and traveller adapter 15A	PNUD	NA	1	\$	443.08
Subtotal					\$	265,142.78

Transferred to MCFDF					
1	LANDCRUISER PRADO, BLANC	UNFPA	Moteur: 1H20947720	1	\$ 36,183.88
2	Serveur IPBX	UNFPA		1	\$ 5,000.00
Subtotal					\$ 41,183.88

Transferred to UN Women					
1	Vehicle, white Pick-up Toyota Landcruiser 2020	UN Women	License plate: OI-00323; Serial Number: JTEBB71J70B012729	1	USD 34,650.18
Subtotal					\$ 34,650.18

Disposed at the end of item lifetime					
1	Mobile Phone, Samsung Galaxy S21 5G FE (transferred to beneficiaries)	UN Women	Serials: RFCT518AN9H; FCT51A35ZY	2	USD 1,100.00
Subtotal					\$ 1,100.00

Add lines / sections as needed

Total					\$ 547,251.60
--------------	--	--	--	--	----------------------

	Name of representative	Date	Signature
RUNO 1	Marie Goretti Nduwayo, Representante Residente, ONU Femmes		
RUNO 2	Xavier Michon, Representant Resident, PNUD		
RUNO 3	Bruno Maes, Representant Resident, UNICEF		 GMT-2
RUNO 4	Phillipe Serge Degernier, Representant Resident, UNFPA		DocuSigned by: 